

**L'éditorial
d'Arlette
Laguiller**

p. 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**LUTTE
OUVRIÈRE**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2180 - 14 mai 2010 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

- **Crise financière**

**750 milliards
pour les banques
l'austérité pour
les populations !**

**22, 23 et 24 mai
à Presles**



**La Fête de
Lutte Ouvrière**

SOMMAIRE

La crise capitaliste

p 4/5

- Union européenne « à deux doigts de l'abîme »
- 750 milliards d'euros : comment se les procurer et à qui cela rapportera ?

Europe

- p 6 ■ Grande-Bretagne : le retour des Conservateurs

La Fête de Lutte Ouvrière

p 7/8/9/10

Dans le monde

- p 11 ■ Allemagne : un camouflet pour Merkel
- Grèce : les protestations continuent
 - Russie : catastrophe minière

Dans les entreprises

- p 12 ■ Groupe Arche, Tri postal Rennes, Caisse d'Épargne, Eurovia Vinci
- p 13 ■ Eurocopter, Durisotti, Rhodia
- p 14 ■ Fralib Géménos, Glaxo Évreux
- p 15 ■ Continental Clairoux, Toray, Michelin
- p 16 ■ Après le « Sommet social »
- 27 mai : le monde du travail doit faire entendre sa voix !

• Fillon annonce le gel des dépenses Pourquoi pas geler les profits ?

Jeudi 6 mai, le Premier ministre a annoncé que le gouvernement bloquait l'augmentation des dépenses publiques pour les trois prochaines années. Les dépenses dites de « fonctionnement » devront diminuer de 10 %, celles dites « d'intervention » seront réexaminées au cas par cas.

Pour Fillon, il s'agirait de ramener le déficit du budget sous les 3 %, norme européenne, d'ici à 2013. Pour y parvenir, la moitié des fonctionnaires partant à la retraite continueront à ne pas être remplacés, soit 34 000 postes supprimés cette année encore. La même chose sera exigée des sociétés qui remplissent des missions pour le compte de l'État, comme Météo France, les musées, certains secteurs de la recherche, etc. Les collectivités locales auront, elles aussi, à se plier à cette règle, bon gré mal gré, comme le montre l'insistance mise sur la part de son budget que l'État reverse aux régions, départements et communes. Ces 10 % en moins sur les dépenses de fonctionnement pèseront donc leur poids d'infirmières en moins, d'instituteurs non remplacés, de voies publiques

non entretenues, etc. La dégradation des services publics, c'est-à-dire la dégradation des conditions de vie de la majorité de la population, va continuer et même s'accélérer.

Une semaine après l'annonce de Fillon, Sarkozy a commencé à « réexaminer cas par cas » les dépenses d'intervention dans le domaine de l'emploi. À l'occasion du « sommet social » du 10 mai, il a annoncé qu'il maintenait l'aide de l'État au financement du chômage partiel et supprimait en revanche les ristournes sur l'impôt consenties aux petits contribuables, la prime de rentrée exceptionnelle pour les plus bas revenus, la prime de « solidarité active » versée en attendant le RSA. L'exonération totale de cotisations patronales sur l'embauche d'un salarié au smic dans une entreprise de moins de dix salariés a également été supprimée.

Une vraie leçon de choses ! On conserve ce qui « aide » exclusivement les grands groupes et on supprime ce qui ne concerne que les petits salaires et les demandeurs d'emploi. Pour faire bonne mesure, les cadeaux faits aux tout petits patrons sont sacrifiés également. En période de crise, un

politicien de droite se doit si besoin d'étrangler, en plus des travailleurs, sa propre clientèle électorale de petits patrons, pour satisfaire ceux qui commandent vraiment, les capitalistes les plus puissants.

La justification de ce plan serait, outre la nouvelle tempête financière qui menace, le fait que « le pays vivrait au-dessus de ses moyens » depuis des décennies. Mais le déficit du budget de l'État a été creusé par les cadeaux faits au patronat et a explosé avec le sauvetage des profits des banquiers et des grands groupes industriels opéré depuis près de deux ans. La charge des intérêts de la dette, la rente versée aux banquiers, est déjà le deuxième poste du budget et va encore augmenter. Cette dépense-là n'est pas gelée ! Alors, la seule chose à comprendre c'est que « le pays », comme ils disent, n'a plus les moyens d'entretenir une classe de parasites capitalistes.

Il serait donc temps d'en revenir à la sagesse paysanne : quand on ne peut plus engraisser son cochon, on le tue. Quand on ne peut plus supporter la rapacité des capitalistes et des banquiers, on les exproprie.

Paul GALOIS

Dans les médias, avec Nathalie Arthaud



sur RFI, vendredi 14 mai à 8 h 20
 sur LCI, jeudi 20 mai à 18 h 30
 sur France Culture, vendredi 21 mai à 7 h 10
 sur France 2, vendredi 21 mai à 7 h 50, invitée des 4 Vérités
 sur France 3 IDF, samedi 22 mai à 11 h 30 invitée de La Voix est Libre
 sur I-télé, lundi 24 mai à 8 h 30 invitée de, la Matinale
 Attention : les horaires des émissions peuvent être modifiés indépendamment de notre volonté



samedi 22 mai Les départs pour la fête de Lutte Ouvrière

- En train**
- Belfort-Montbéliard : réservation au 06.15.06.03.11
 - Mulhouse : réservation pour le train de 7 h 45, tel au 06.63.16.99.29
- En autocar**
- Angers : 7 h 30 Parking Géant Espace Anjou
 - Besançon : 6 h 30 Place Battant
 - Blois : 8 h Aire de Blois-Ménars de l'A10
 - Cholet : 6 h 30 Aire Cholet-Nord
 - Clermont-Ferrand : 6 h 30 Place de la Rodade (Montferrand)
 - Dijon : 7 h 45 Place du 1^{er}-Mai (ANPE)
 - Dunkerque : 6 h 30 Stade Tribut (+ dimanche 6 h)
 - Lille : 7 h 30 M^o Porte-d'Arras (+ dimanche 7 h)
 - Lyon : 5 h 30 M^o Laënnec (Bd Ambroise-Paré)
 - Metz : 7 h 30 Grande Poste, rue Gambetta
 - Montluçon : 7 h 45 Aire de la sortie n^o10 de l'A71 (Bizeneuille)
 - Nancy : 6 h 30 Gare SNCF hall départ
 - Rennes : 6 h Parking du lycée Descartes (M^o Poterie)
 - Saint-Brieuc : 5 h Place de la Liberté
 - Strasbourg : 6 h Quai du Général-Koenig (côté place de la Bourse)
 - Tours : 7 h 15 Gare routière

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n^o 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

Lutte Ouvrière l'hebdomadaire

www.lutte-ouvriere-journal.org

Lutte Ouvrière multimédia (télé, radio, CLT)

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Lutte Ouvrière audio

(version parlée de nos textes)

www.lutte-ouvriere-audio.org

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal :Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière	Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €
USA, Canada	35 €	70 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €
Envois sous pli fermé : tarifs sur demande		

L'éditorial

d'Arlette Laguiller

Éditorial des bulletins d'entreprise
du lundi 10 mai



Seule l'expropriation des capitalistes arrêtera leur machinerie folle

Le monde capitaliste apparaît comme une véritable maison de fous. La moindre rumeur, voire un bug dans le système informatique de la Bourse de New York, entraîne la danse de Saint-Guy des marchés boursiers. Des milliards qui s'envolent puis se retrouvent dans une agitation désordonnée; des États qui, après les banques et les entreprises, sont menacés de faillite; des dirigeants politiques affolés.

En quelques jours, la « crise grecque » est devenue la crise de l'euro. En fait, les dénominations elles-mêmes sont mensongères et sont inventées pour tromper l'opinion publique. La Grèce et, à infiniment plus forte raison, les exploités grecs ne sont pour rien dans les causes de cette crise, même si c'est à ces derniers que les dirigeants en font payer le prix par des mesures d'austérité draconiennes.

La Grèce et, après elle, le Portugal et l'Espagne subissent la spéculation, c'est-à-dire ces vagues erratiques de placements de capitaux qui, à la recherche du profit le plus élevé dans le laps de temps le plus court, se déplacent d'un pays à l'autre, semant la panique et ruinant encore plus des économies déjà ruinées.

Les dirigeants politiques comme les commentateurs parlent du « marché financier » comme d'une divinité juste et sévère qui punit les États gérant mal leur budget. Mais en réalité, derrière cette divinité contre laquelle les chefs d'État avouent ne rien pouvoir, il y a un nombre limité de grandes banques qui gèrent les capitaux de groupes capitalistes à la recherche de placements financiers avantageux.

Ces mêmes grandes banques ont été sauvées, il y a moins de deux ans, de la première grande secousse de la vague de spéculations financières qui, en septembre 2008, faillit bloquer tout le système bancaire. Les États avaient alors débloqué plusieurs centaines de milliards de dollars et d'euros pour venir au secours des banquiers. Mais ils n'avaient rien demandé en contrepartie, ils n'avaient rien imposé, pas même un minimum de garde-fous.

Aussitôt sauvés de la banqueroute grâce à l'argent des États, les banquiers ont recommencé à spéculer, mais cette fois-ci contre les États eux-mêmes. D'où cette nouvelle crise en train de se répandre partout en Europe et qui menace

l'existence même de l'euro, la monnaie commune de seize pays d'Europe. Qu'ont-ils trouvé, les dirigeants, pour arrêter la nouvelle vague de spéculations? Recommencer ce qui a si lamentablement échoué en 2008!

« Un message très fort pour rassurer les marchés financiers », affirmait ce lundi matin un quotidien, commentant le plan de 750 milliards d'euros mis sur la table pour convaincre ces messieurs les spéculateurs que, même si un État se retrouve défaillant, les autres paieront et les banques ne perdront rien.

Les chefs d'État européens qui se sont glorifiés de cette décision ne sont pas sûrs eux-mêmes que cela arrêtera la spéculation. Mais les banquiers sont contents et, avec eux, tout le patronat dont la porte-parole, Parisot, a chaleureusement félicité les gouvernements et les actions en Bourse ont aussitôt rebondi, en particulier celles des grandes banques... du moins pour le moment. Mais tout cet argent débloqué en faveur des groupes financiers, il faudra le trouver quelque part. Et tous les États, l'un après l'autre, avec des formes brutales ou hypocrites, annoncent des plans d'austérité. Les gouvernements feront partout des économies sur les dépenses pour les services publics; partout, on diminuera le personnel de l'État, on abaissera les salaires; partout, on s'en prendra aux retraites et à la protection sociale. En clair, tous les gouvernements se préparent à prélever sur les classes exploitées les sommes débloquées en faveur de la classe capitaliste.

Plus la crise avance, plus l'économie capitaliste actuelle se révèle dans toute sa hideur. Ceux qui monopolisent les capitaux les investissent de moins en moins dans les activités productives. Ils poussent les États à prélever directement sur les classes populaires de quoi compléter les profits tirés de l'exploitation directe. C'est une économie de plus en plus basée sur le parasitisme pur et simple. Non seulement elle coûte cher aux classes sociales qui travaillent et qui créent la richesse, mais elle est totalement anarchique, désordonnée, menaçant d'entraîner toute l'humanité dans son effondrement.

Les travailleurs ont à se défendre contre cette machinerie folle. Bien au-delà cependant de cette légitime défense, se pose la nécessité de renverser cet ordre économique aussi injuste que fou et d'exproprier la classe capitaliste qui mène la société à la catastrophe.

Arlette LAGUILLER

• Retraites

Ils veulent nous faire payer !

Chiffres à l'appui, les calculs publiés le 11 mai par le Conseil d'orientation des retraites, le COR, ont une fois de plus sonné l'alarme au sujet d'une « réforme » des retraites, dont la prétendue nécessité n'est même plus discutée par ces « experts », parmi lesquels figurent des représentants de l'État, du patronat, des parlementaires et quelques confédéraux des grandes centrales syndicales, mais bien sûr... Ni travailleurs ni retraités.

En fait de chiffres, il s'agit de simulations réalisées dans un but « purement illustratif », en faisant selon les cas varier l'âge de départ légal, l'âge du taux plein, la durée de cotisation, puis deux des variables ou les trois ensemble. Ces savantes projections, qui peuvent se lire à l'échéance 2030 ou 2050,

débouchent comme par hasard sur une conclusion catastrophiste: même en reculant à 63 ans l'âge légal de départ et en allongeant la durée de cotisation à 45 annuités – soit 180 trimestres! – seule la moitié du « besoin de financement » estimé par le COR serait couverte en 2050. Autrement dit, le

déficit envisagé par ces experts, même après application d'une sévère « réforme » pendant près de deux générations, serait très inquiétant.

La seule petite éclaircie décelée par le COR dans ce sombre tableau serait « une légère hausse de la pension moyenne, dans la mesure où des assurés contraints de reporter leur départ pourraient de ce fait acquérir davantage de trimestres ». Ironie ou lapalissade?

Quant au nombre de chômeurs, intermittents de l'emploi, travailleurs à temps partiel imposé ou contrats précaires

de toute sorte qui négligent, bien malgré eux, de remplir les caisses de retraite, il n'est que vaguement pris en compte par les simulations: le taux de chômage est estimé à 4,5 % d'ici 2025 dans deux des calculs.

À scruter la situation du monde du travail dans quarante ans, la grenouille de ces inventifs météorologistes semble oublier une variable, et de taille: la détermination des travailleurs à refuser les attaques du gouvernement. Un sondage publié en même temps que les calculs du COR montre que près de deux tiers des sondés – et même 83 %

chez les ouvriers – tiennent coûte que coûte à garder l'âge légal de 60 ans. Travailler plus longtemps ne remporte pas plus de suffrages.

Sarkozy a donné le change en parlant de la nécessité, selon ses termes, de « renforcer l'équité du système », en demandant « un effort financier supplémentaire des hauts revenus et des revenus du capital ». Certains dirigeants syndicaux se sont contentés de cette annonce mais, pour faire payer la finance et le grand patronat, il faudra frapper à une autre porte.

Viviane LAFONT

• 750 milliards d'euros Comment se les procurer et à qui cela rapportera ?

Ce sont 750 milliards d'euros que l'Union européenne annonce, face à la crise financière, pour son « plan d'aide » aux seize pays de la zone euro, plus la Suède et la Pologne.

Cette somme se décompose en trois postes ;

- 60 milliards que la Commission européenne pourra prêter aux pays ayant besoin d'une aide d'urgence ;

- 440 milliards d'un Fonds de solidarité européen (FSE), qui doit être créé, pour des financements à plus long terme,

- et enfin, en liaison avec le FSE, 250 milliards provenant du Fonds monétaire international (FMI).

L'Union européenne, qui n'a pratiquement pas de ressources propres, fournira 60 milliards, provenant de ce que lui concèdent ses États-membres. Elle a donc prévu que, pour les 440 milliards du FSE, il sera fait appel à l'emprunt. Autrement dit aux « marchés », autre nom pour banquiers et financiers.

S'agissant du FMI, le mécanisme est plus complexe, mais il revient au même. Le FMI est doté financièrement par les 186 pays qui en font partie, lesquels recourent pour cela à l'emprunt. Si cela ne suffit pas, le FMI peut – il vient de le faire encore très récemment – lancer ses propres emprunts. Ou obtenir de certains de ses membres une contribution dite « additionnelle », généralement couverte elle aussi par l'emprunt.

En bref, cette masse d'argent colossale – c'est l'équivalent de ce que les États-Unis ont déboursé pour sauver leurs banquiers, assureurs et financiers en 2007-2008 – sera empruntée par l'Union européenne, et avec sa caution de seconde plus importante zone économique du monde, auprès des grandes banques européennes ou autres. Autrement dit, auprès des mêmes qui, depuis des mois, ont joué, parce que cela leur rapportait gros, sur une dégradation des finances de plusieurs États européens, et ainsi considérablement aggravé la crise actuelle.

Non contents d'avoir pillé le budget de divers membres de l'Union européenne, les capitalistes et les banquiers ont exigé, et obtenu, une rançon de 750 milliards de cette même Europe. Qui a dit que le crime ne paie pas ?

P. L.

• Union européenne

« À deux doigts de l'abîme... »

« *Marchés euphoriques* », a titré à sa Une le quotidien économique *La Tribune*, le 11 mai. Même ton pour *Libération* qui a parlé des « *Bourses euphoriques* ». Euphoriques, les « marchés », en fait les banquiers et les spéculateurs de haut vol, peuvent l'être : l'Union européenne leur offre 750 milliards d'euros. Pas étonnant que, au lendemain de la signature de ce plan, les actions des grandes banques aient augmenté de 20 à 25 %.

Les « marchés » pavoisent. Et ils ont de quoi, eux qui depuis des mois, sinon des années, parient sur la banqueroute des finances publiques de certains pays (Grèce, Portugal, Espagne...). Pour boucler leurs fins de mois, ces États en sont réduits à accepter les taux de crédit usuraires de ces banques. Ensuite, déstabiliser des pays de la zone euro a provoqué la chute importante de leur monnaie commune, ouvrant ainsi aux financiers un boulevard de spéculation sur les monnaies. Enfin la situation ainsi créée, menaçant de faire exploser l'eurozone, voire cette Union que les bourgeoisies d'Europe ont eu tant de mal à mettre sur pied, a acculé l'Union européenne à sortir son chéquier.

Elle a donc signé pour 500 milliards d'euros, auxquels s'ajoutent 250 autres du Fonds monétaire international (FMI), le tout avec la garantie de la quasi-totalité de

l'Union européenne, dont deux des cinq premières puissances mondiales, l'Allemagne et la France.

Ainsi, l'Europe va prêter à certains de ses membres de quoi satisfaire les financiers qui les ont mis à genoux. En prime, la Banque centrale européenne (BCE) a donné son accord pour racheter aux banques les emprunts d'État ne valant plus grand-chose qu'elles détiennent, contrepartie de leur spéculation sur la dette grecque, espagnole, italienne, anglaise, française ou autre.

Aux États-Unis, les institutions fédérales avaient, au plus fort de la crise sur les « subprimes » de 2007, racheté aux banques leurs titres spéculatifs dévalués, ce qui les avait sauvées de la faillite. La BCE va, pour la même raison, permettre à ses banques de faire le ménage. En même temps, elles pourront prélever leur dîme sur toute l'opération, puisque c'est

à elles que l'Europe et le FMI vont s'adresser pour financer leur « plan de sauvetage ».

Dans le même temps, on présentera l'addition de ce racket gigantesque, comme on l'a vu en Grèce, aux travailleurs, chômeurs, retraités... alors qu'ils ne sont pour rien dans la crise.

En France, Fillon a beau refuser le mot « austérité », c'est d'une nouvelle attaque généralisée contre les classes travailleuses qu'il s'agit.

Les capitalistes et les banquiers préfèrent de plus en plus mettre leur argent dans la spéculation financière, au profit immédiat et en fait sans risque. La spéculation sur la dette des États en fait partie. Et ils se tournent vers les États en leur faisant le chantage suivant : ou vous nous donnez directement tout ce que nous voulons, ou nous vous acculons à la faillite. Et cela marche, on vient d'en avoir la preuve !

Interviewé au lendemain de l'accord sur le « plan européen », le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Pierre Lelouche, déclarait : « *On est passés à deux doigts de l'abîme...* » Il faut croire qu'il connaît son monde, celui des milieux

d'affaires dont la soif de profits, qui a déjà déstabilisé l'Europe et la zone euro, n'est ni « moralisable », ni « régulable » – au contraire de ce que voudraient nous faire croire les Sarkozy et autres.

Irresponsables y compris vis-à-vis de leur propre système, comme le montre la déstabilisation de l'Union européenne, les capitalistes ne sont pas réformables. Ce n'est qu'en les expropriant qu'on pourra les empêcher de nuire. Car ce à quoi l'on assiste, ce n'est pas à la « *faillite de l'Europe libérale* » – titre de *L'Humanité* du 10 mai –, mais à celle du système capitaliste, en Europe comme ailleurs.

L'idée de la nécessité du renversement révolutionnaire de la classe capitaliste fut longtemps celle du mouvement ouvrier. Avec la crise et ses développements actuels, il est plus vital que jamais que le mouvement ouvrier renoue avec les idées du communisme révolutionnaire, avec la conviction que seul le prolétariat peut ouvrir une issue positive, socialiste, à la crise de la société capitaliste, par un avenir débarrassé des crises, de l'exploitation, des guerres, de l'oppression.

Pierre LAFFITTE

Un euro qui protège ou qui étrangle ?

Le déroulement de la crise financière, grecque d'abord, européenne désormais, a remis sur la table la question de la monnaie unique européenne, l'euro. Des politiciens, généralement de droite, ont commencé par affirmer que, pour contraindre la Grèce à payer ses dettes, il suffisait de l'exclure de la zone euro. Les mêmes ajoutent maintenant que la seule volonté de maintenir la monnaie unique coûte 750 milliards d'euros qui seraient mieux utilisés autrement ; et que, de façon générale, l'instauration de l'euro a été le commencement de la fin.

Ceux qui défendent l'euro, l'immense majorité des politiciens de la zone euro et en tout cas tous ceux qui y exercent le pouvoir, affirment au contraire que l'euro a atténué les effets de la crise. On ne peut évidemment pas savoir comment le franc, le mark, la lire, etc. auraient résisté seuls aux tempêtes financières successives. Mais il est exact que l'euro a empêché les spéculations entre monnaies européennes concernées, puisqu'il les a fait disparaître. Mais il est vrai aussi que cela a seulement déplacé le problème. Les spéculateurs opèrent maintenant sur les dettes des États qui, si elles sont toutes libellées en euros, et plus en marks, francs et drachmes, n'ont pas toutes la même fiabilité aux yeux des banquiers.

Quant aux effets de la crise,

force est de constater que, euro ou pas, dans tous les pays les bourgeoisies sont protégées et les populations attaquées. Car tous les bons apôtres, de l'euro ou de son abandon, omettent évidemment de signaler que « l'aide » à la Grèce et le plan de stabilité européen sont en fait des aides directes aux grandes banques, lesquelles sont principalement allemandes et françaises, et que ce sont les travailleurs de toute la zone euro qui feront les frais de ce dispositif. Les États allemand et français auraient de toute façon volé au secours de leurs banquiers. Grâce à l'euro ils peuvent faire payer plus facilement l'ensemble de la population européenne en même temps que la leur propre.

Mais les États de la zone euro semblent éprouver de plus



en plus de difficultés à accorder leurs violons et mettent de plus en plus de temps à réagir de façon concertée. La crise de la dette grecque menaçant de s'étendre montre ainsi ce que la construction européenne a d'inachevé : la survivance d'États différents justement, chacun lié à une classe bourgeoise différente, avec des intérêts propres. Un demi-siècle n'a pas suffi, et de loin, à ces différentes bourgeoisies pour s'unifier. La crise qui continue peut les voir se séparer, tuer l'euro et tenter de s'en sortir chacune pour son propre compte.

Les travailleurs n'auraient rien à y gagner car le rétablissement des frontières monétaires diviserait un peu plus leurs forces. Et surtout, faute d'intervention directe de leur part, ce serait forcément contre eux que la pièce se jouerait, peut-être plus violemment encore, la crise s'approfondissant et chaque bourgeoisie n'ayant plus que son propre peuple à saigner.

Alors, la question n'est pas avec ou sans l'euro, mais bien de tolérer ce système capitaliste dément... ou de le renverser.

Paul GALOIS

• Déficit

Capitalistes et banquiers vivent au-dessus de nos moyens !

La gravité de la crise financière qui a frappé la Grèce sert de prétexte à tous les gouvernements européens pour prêcher la nécessité de faire des économies, de dépenser moins, afin de réduire l'endettement de l'État et prévenir ainsi les assauts de spéculateurs. Il faudrait donc que les populations comprennent qu'il va falloir faire des sacrifices. On ose même nous dire que, les dépenses de l'État grec ayant de beaucoup excédé les recettes, les Grecs ont vécu au-dessus de leurs moyens. Et comme tous les États européens sont actuellement fortement endettés, on veut nous faire croire que la raison en serait que des « États providence » aident leur population à vivre au-dessus de ses moyens.

Il faut vraiment le culot et le cynisme des gouvernants et des commentateurs et autres experts à leur botte pour oser proférer de pareils mensonges. Car s'il est vrai que tous les États européens sont fortement

endettés, que tous les gouvernements ont creusé sans compter leur déficit budgétaire depuis l'éclatement de la crise financière, ce n'est pas pour aider la population laborieuse et les plus pauvres à traverser la crise,

mais c'est pour donner sans compter aux grandes entreprises et en particulier aux banques, pour leur permettre de retrouver des profits substantiels malgré la crise.

En France, depuis les années 1970, les gouvernements ont présenté chaque année des budgets en déficit, et en déficit croissant, grossissant ainsi chaque année la dette à rembourser avec intérêts aux banques. Mais, parallèlement à l'augmentation des déficits, ce sont les aides de l'État aux entreprises qui se sont multipliées, au point de défier tout recensement précis mais de dépasser de très loin chaque

année le montant des déficits. Et depuis l'éclatement de la crise financière de l'automne 2007, le gouvernement s'est précipité pour ouvrir toutes grandes ses caisses aux banquiers qui avaient perdu des sommes folles dans la spéculation. Il a aussi encore augmenté ses aides aux grandes entreprises, entre autres aux constructeurs automobiles, pour leur permettre de maintenir leurs profits.

Le déficit du budget de l'État, qui représentait moins de 3% du PIB en 2007, a bondi à près de 8% en 2009. Il est passé de quelque 55 milliards d'euros en 2007 à 140 milliards d'euros en 2009. Dès la faillite de la banque américaine Lehmann Brothers en septembre 2008, Sarkozy a annoncé un plan de « sauvetage des banques » de 360 milliards d'euros. L'État a injecté de l'argent frais dans les banques en achetant des participations, et il leur a garanti des prêts à hauteur de plusieurs centaines de milliards d'euros. Il faut aussi ajouter les 26 milliards du plan de relance, dont plus de la moitié est directement destinée à aider la trésorerie des entreprises, ainsi que de multiples aides. C'est une véritable saignée dans les finances publiques, destinée au grand capital.

Et puis, endetté comme il l'est, l'État doit verser chaque année aux institutions financières des dizaines de milliards d'euros, pour le service de la dette, une véritable manne qui contribue à son tour à alimenter la spéculation. En 2007, ce

sont 50 milliards d'euros qui ont ainsi été versés par l'État pour ces seuls intérêts, l'équivalent du déficit de cette année-là. Et même si pour l'instant le service de la dette reste de même grandeur malgré l'augmentation de celle-ci, car les taux d'intérêts sont bas, ce sont des dizaines de milliards qui sont ainsi prélevés chaque année sur la population pour alimenter les circuits financiers.

Non seulement la majorité de la population n'a aucunement bénéficié de ces largesses, mais elle a commencé à en payer le prix par la dégradation de tous les services publics, par les économies réalisées sur les prestations sociales, car le gouvernement ne se gêne pas pour s'en prendre aux plus pauvres pour financer ses largesses envers les plus riches. Et maintenant que les banques, les entreprises et les riches ont été plus que largement servis, il faudrait que les travailleurs, les retraités, les chômeurs acceptent de vivre encore plus mal, pour permettre au gouvernement de boucher les trous de son budget et aux patrons et aux actionnaires de s'enrichir plus encore !

Ceux qui vivent au-dessus de leurs moyens, ce ne sont pas les travailleurs à qui on ose demander encore des sacrifices, mais bien ces parasites qui détournent à leur profit exclusif les richesses produites, en poussant toute la société vers la misère. C'est à eux qu'il faudra bien faire rendre gorge.

Dominique CHABLIS



• « Aide » à la Grèce

Les contrats d'armement ne sont pas loin

Les services du Premier ministre ont qualifié de « basses polémiques dénuées de tout fondement » les propos du leader des Verts, Cohn-Bendit, selon lesquels le gouvernement français aurait, à la mi-février, conditionné la levée de fonds destinés à la Grèce à la poursuite du paiement des contrats d'armement avec la France.

Le gouvernement aurait obligé la Grèce à maintenir un contrat de 2,5 milliards d'euros sur des frégates françaises,

un contrat de 400 millions d'euros sur des hélicoptères et un contrat sur plusieurs avions à 100 millions d'euros pièce. Cohn-Bendit affirme tenir son information directement du Premier ministre grec, le socialiste Papandreou, même si celui-ci ne pourrait pas faire autrement que de démentir le chantage exercé par Sarkozy et Fillon à son égard.

Quant au gouvernement français, s'il dément, il ne va pas jusqu'à rendre compte de l'évolution des contrats d'armement en cours avec la Grèce. Pourtant, des informations

ont été publiées sur les engagements des différentes banques françaises à l'égard de la Grèce qui atteindraient 53 milliards d'euros, dont 30 milliards pour le seul Crédit Agricole, ce qui les expose davantage que les banques allemandes par exemple. Quelle est la part des contrats d'armement dans la dette grecque détenue par les banques françaises ? Mystère. Le site Internet de l'ambassade de France à Athènes reconnaît que les contrats d'armement ne doivent pas être négligeables puisque la Grèce fait partie de la vingtaine de pays où la France dispose sur place

d'un « attaché d'armement », en plus d'un attaché militaire. Ces ingénieurs militaires « sont répartis uniquement dans les pays où les relations bilatérales en matière d'armement sont développées de manière significative ». Ils relèvent directement de la Direction générale de l'armement, dont l'une des missions consiste à « développer la relation d'armement à l'international ». En Grèce, « actuellement, cette action porte notamment sur les avions de combat pour lesquels la France a proposé le Rafale, le domaine maritime avec la frégate Fremm et les hélicoptères

de secours et de recherche ».

Ce n'est donc pas de la « basse polémique » que de s'interroger sur la part des prêts français à la Grèce qui iront gonfler les bénéfices de Thales ou Dassault. Ce ne serait pas la première fois qu'un prêt – ou même un don – à un pays dont la population doit se serrer la ceinture est une aide liée à des contrats qui bénéficient à des sociétés dont le siège se situe parfois à quelques encablures de l'Élysée ; c'est même quasiment la règle.

Jean SANDAY

• Grande-Bretagne

Le retour des Conservateurs au pouvoir

Les élections du 6 mai auront finalement mis fin à treize années de pouvoir travailliste en Grande-Bretagne. Néanmoins, malgré la défaite électorale attendue des travaillistes, il aura encore fallu cinq jours de marchandages laborieux avant que le gouvernement de Gordon Brown démissionne. Mais, au lieu d'un gouvernement conservateur, son successeur sera, pour la première fois depuis 1945, un gouvernement de coalition entre le Parti Conservateur et le Parti Libéral-Démocrate, sous la direction du leader conservateur David Cameron.

Une victoire sans gloire

C'est que, fait rarissime dans l'histoire britannique, aucun des deux grands partis n'a obtenu la majorité absolue au Parlement. Les travaillistes ont perdu 91 sièges (avec 258 sièges et 29,2 % des voix, contre 35,2 % en 2005), tandis que les conservateurs en ont gagné 97 (avec 306 sièges et 36,1 % des voix, contre 32,3 %). Mais cela ne donne pas au Parti Conservateur les 326 sièges requis pour la majorité absolue.

La victoire des conservateurs n'est donc pas le raz-de-marée suggéré par les sondages. Le système électoral y est certes pour quelque chose, puisqu'avec 36,1 % des voix les conservateurs obtiennent 43 sièges de moins que les travaillistes n'en avaient eu avec juste 35,2 % des voix, en 2005 ! Cette fois, le scrutin uninominal à un tour a favorisé les travaillistes plus que les conservateurs.

Mais la principale raison de ce résultat est ailleurs. S'ils ont fait le plein de leurs voix dans les zones rurales, les conservateurs n'ont guère regagné de terrain dans les grandes concentrations urbaines. Birmingham, Manchester, Liverpool, Leeds, Glasgow et Newcastle restent largement travaillistes. Même dans le Grand-Londres, les conservateurs n'ont que 28 sièges face aux 38 sièges travaillistes, alors qu'en général ils y ont eu la majorité lorsqu'ils étaient au pouvoir. Cette polarisation géographique se retrouve dans l'abstention qui, bien qu'un peu plus faible au plan national (passant de 38,6 % à 34,9 %), se maintient voire augmente dans les agglomérations.

L'électorat petit-bourgeois urbain qui, en basculant dans le

camp des travaillistes, les avait ramenés au pouvoir en 1997, n'est donc pas repassé majoritairement aux conservateurs. Et surtout, contrairement à ce qui s'était passé en 1979, lors de la victoire de Thatcher, les conservateurs n'ont pas réussi à

mordre sur le monde du travail. Fait significatif du caractère relatif de la victoire des conservateurs : dans les élections municipales partielles qui se déroulaient le même jour, pour le renouvellement d'environ un quart des sièges municipaux, le

nombre d'élus conservateurs a baissé de 123, tandis que celui d'élus travaillistes a augmenté de 420.

Une austérité annoncée

Ce résultat n'a néanmoins rien d'étonnant après

la campagne électorale de ces derniers mois. On y a vu les trois principaux partis faire la démonstration quotidienne du fait que sur les problèmes essentiels - ceux liés à la crise - ils partageaient la même servilité envers le capital et la même volonté de faire payer la crise à la population laborieuse. On y a vu aussi un Parti Conservateur dont le ton, souvent revanchard, a sans doute déplu à une partie de son électorat potentiel. Dans ces conditions, cette élection est apparue sans enjeu à une grande partie de l'électorat, même si l'arrogance outrancière des conservateurs a fini par redonner un peu de crédit dans l'électorat ouvrier à l'idée que le Parti Travailliste était peut-être « un moindre mal », malgré ses deux années de gestion de la crise au profit du grand capital.

Les marchandages politiques qui ont suivi le scrutin ont de nouveau illustré à quel point tous ces partis et politiciens sont interchangeables. On y a vu Gordon Brown reconnaître la défaite de son parti, pour annoncer dans le même souffle qu'en attendant la conclusion des tractations en cours, et en accord avec les leaders des deux autres partis, il entendait entamer la mise en œuvre de mesures d'austérité destinées à réduire le déficit budgétaire. Puis on a vu le Parti Libéral-Démocrate, devenu « faiseur de Premier ministre » de par la position d'arbitre que lui confèrent ses 57 sièges au Parlement, jouer les deux autres partis l'un contre l'autre, pour obtenir moins des concessions politiques que des maroquins.

Au final, ce sont les conservateurs qui se sont apparemment montrés les plus conciliants, puisque c'est eux que le Parti Libéral-Démocrate a finalement choisis comme partenaires, en échange d'une dizaine de postes dans le gouvernement de coalition, dont cinq ministères.

D'ores et déjà, Cameron a annoncé que sa priorité serait la mise en œuvre immédiate de sept milliards d'euros de réductions budgétaires. Sous quelle forme, l'avenir le dira, mais on sait qu'il ne fera que poursuivre la politique des travaillistes dans ce domaine, en particulier la suppression de dizaines de milliers d'emplois dans le secteur public. Il s'agit donc d'un changement de têtes, mais bien dans la continuité de l'offensive contre le monde du travail.

François ROULEAU



— Système électoral et bipartisme —

Le système électoral britannique est un scrutin par circonscription à un tour, où le candidat ayant le score le plus élevé est élu, quel que soit le niveau de ce score. Dans ces dernières élections, ce système s'est traduit par le fait qu'il fallait en moyenne 33 300 voix pour élire un député travailliste, 35 000 voix pour un député conservateur, 119 800 voix pour un député libéral-démocrate et 285 600 voix pour un député Vert !

Ce système, qui favorise d'une façon aussi outrancière les deux plus grands partis, est en fait l'un des mécanismes destinés à assurer la pérennité

du bipartisme britannique. La vie politique est ainsi canalisée au travers de deux partis qui se succèdent au pouvoir et qui sont complètement intégrés dans les institutions de la bourgeoisie, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition. C'est si vrai que, par exemple, le parti d'opposition a son propre gouvernement (dit « gouvernement fantôme ») prêt à chaque instant à prendre la relève du gouvernement en place et dont les membres sont constamment consultés par les ministres en poste.

Le bipartisme comme le système électoral sur lequel il s'appuie sont fondamentalement

anti-démocratiques. Ils ne laissent aucune place aux opinions minoritaires, au point qu'on a calculé que, sans même tenir compte des abstentions, moins de 40% des électeurs qui ont participé au scrutin du 6 mai ont voté pour l'un des élus du Parlement. Mais le but de telles institutions n'est pas d'assurer une vie politique démocratique, mais de garantir la stabilité de la dictature de la bourgeoisie. Et, dans la plus vieille « démocratie » du monde, on sait depuis longtemps comment faire pour en conserver les formes, tout en les vidant de tout contenu.

F.R.

Samedi 22, dimanche 23 et lundi 24 mai

week-end de la Pentecôte à Presles (Val-d'Oise)

La Fête de Lutte Ouvrière

Patience! Plus que quelques jours à attendre avant que notre Fête ouvre ses portes, les 22, 23 et 24 mai. Pour trois jours de spectacles, de débats, de dégustations, mais surtout – et ce n'est pas le moins important – trois jours de fraternité. Car notre fête ne se veut pas une parenthèse destinée à nous faire oublier, l'espace d'un week-end, les difficultés qui assaillent les classes populaires. C'est au contraire une occasion, rare, de discuter pour mieux comprendre les situations, et pour mieux se comprendre. Pas à la manière de commentateurs qui se contenteraient d'observer, mais comme des acteurs qui veulent intervenir afin que les choses changent. Vous trouverez dans ces pages centrales l'essentiel de ce qui sera proposé durant ces trois jours. Des dépliants spéciaux seront distribués à la Fête elle-même, concernant les différentes activités: les films et leurs horaires, les débats et conférences scientifiques et politiques. Vous pourrez ainsi faire votre propre emploi du temps, choisir votre programme. À bientôt donc, pour se retrouver « tous ensemble, tous ensemble, oui! », comme on a plaisir à le scander dans les manifestations!

Au Grand Podium

Samedi 22 mai	Dimanche 23 mai	Lundi 24 mai
14 h CALLE FACCIÓN, salsa	14 h ENTRE 2 CAISSES, chansons à textes	13 h WANTED, PROCES SPECTACLE par la C ^{ie} Jolie Môme théâtre chanté
15 h 15 MO ILO, swing manouche	15 h 45 KARIMOUCHE chante, slame et swingue	16 h 15 HK & LES SALTIMBANKS chanson française naturalisée
17 h PRINCES CHAMEAUX, chanson rock'n roll	17 h 45 MAMANE MALMENE LES MOTS one man show	
20 h 30 CARMEN MARIA VEGA, chanteuse française à tempérament	21 h LES BLÉROTS DE R.A.V.E.L chanson festive, rythmes slaves et tziganes	

Ouverture samedi 22 mai de 11 h à 23 h, puis du dimanche 23 mai à 9 h au lundi 24 mai à 20 h



Notre camarade Nathalie ARTHAUD prendra la parole au cours de deux meetings sur le Grand Podium dimanche 23 mai à 15 heures et lundi 24 mai à 15 heures.

Au Petit Théâtre

Samedi 22 mai	Dimanche 23 mai	Lundi 24 mai
14 h 30 <i>Les bouffons</i> , opéra-bouffe par la troupe des Moyens du Bord	13 h 30 <i>Les bouffons</i> , opéra-bouffe par la troupe des Moyens du Bord	11 h 45 Bab'Tou Jam, percussions africaines
16 h 30 <i>La ruelle en chantier</i> , variété française festive	16 h <i>La Rabia</i> , chanson rock politique	13 h 30 <i>Les Bas de Jeanne</i> , world musette
18 h 30 <i>Flamboyant</i> , musique antillaise	17 h 45 <i>99 jours: les troubles</i> , théâtre, sur la grève des boutonniers de Méru en 1909 par la C ^{ie} Oui Théâtre,	16 h <i>Le cuisinier dit au lapin: faisons un civet ensemble</i> par le Groupe Théâtre de l'Opprimé GTO, théâtre-forum sur le salariat
21 h M'Bolo afro-jazz, avec Jef Sicard accompagné de Joël Sicard, Fred Mouchanat, E. et T. Levêque	20 h <i>Bazar et Bémols</i> , nouvelle scène française	18 h <i>Blues non stop</i> , comme son nom l'indique...
	21 h 45 <i>Moonlight swamper</i> , reprises country-rock	



Forums-débats au chapiteau Karl-Marx

Dimanche à 12 h: Automobile: la dictature du profit et de la productivité... et les réactions qu'elle suscite chez les travailleurs, avec les militants de Lutte Ouvrière de l'automobile.

Dimanche à 18 h: Haïti après le tremblement de terre. Avec l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (Haïti)

Dimanche à 21h: la grève des travailleurs de Continental. Projection d'un film et débat.

À la Guinguette

De Zinc à Sete (chansons Brassens), Flying Goose Band (standard de jazz), BSH (trio rock), Groover (variété française), Ça Dénote (chansons populaires), Reddef (rock), Gumbo Combo (rockabilly, blues et boogie boogie), Cœur Églantine (chants de lutte), et bal avec le groupe de Jean-Claude Gombault.

Au Village médiéval

Des animations toute la journée: démonstrations d'escrime, maniement d'armes d'ast (armes longues), mise en armure d'un chevalier, danses médiévales au son de la cornemuse, du tambour et de la citole. Et procès d'un genre particulier: on jugera devant vous, trois truies et un cochon!

Et puis des artisans du Moyen-Âge: enlumineurs, sellier d'art, potier, forgerons,

vannier. Et Dame Cornélie qui fabrique son pain en racontant des histoires.

Le soir, en nocturne le spectacle des voleurs de feu conclura la journée.

Des conférences:

Samedi à 16 h: Blaise DUFAL (EHES): « Orient/Occident au Moyen-Age: le mythe des civilisations »

à 17 h: Joël CHANDELIER de l'Université Paris 8 « Qu'a

apporté la médecine arabe à l'Occident? »

Dimanche à 11 h: Julien DEMAZDE, chercheur spécialiste de l'Allemagne médiévale « la domination seigneuriale (VIII^e-XV^e siècle) »

à 14 h: Nicolas OFFENSTADT de l'Université Paris Sorbonne: « Y-a-t-il un sentiment national au Moyen-Âge? »

Prenez vite votre carte d'entrée

Les cartes d'entrée, valables les trois jours de la Fête, sont disponibles au prix de 12 euros, jusqu'au 21 mai. Pendant la Fête, sur place, elles coûteront 15 euros.

Des bons d'achat d'une valeur de cinq euros sont également disponibles à l'avance, au prix de quatre euros. Ils permettent donc d'économiser 20% sur tout ce qui est vendu à la Fête, nourriture et livres par exemple, sauf le tabac.

On peut se les procurer auprès des militants, ou en écrivant à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 -75865 PARIS CEDEX 18 (indiquer dans votre courrier le nombre de cartes et de bons d'achat demandés, joindre un chèque du montant voulu à l'ordre de Lutte Ouvrière, et penser à mentionner l'adresse d'expédition; envoi franco), ou encore sur notre site Internet dédié, fete.lutte-ouvriere.org.

Tous les stands de la Fête

Allée de la Diane

- 1 Les ballons de la Fête
- 2 Bowling
- 3 Mini golf
- 4 Accueil Nord
- 5 La halle aux jeux de la Diane
- 6 Le serpent à lumière
- 7 La mare aux canards
- 8 Arbalète
- 9 Les mots fléchés - PTT 17
- 10 Le bouquiniste (livres d'occasion)
- 11 Chorba - thé - gâteaux PSA Aulnay-Saint Ouen (93)

Cité Politique

- 39 Exposition photos : Gérald Bloncourt, le monde ouvrier
- 40 Nouveau Parti Anti-capitaliste (NPA)
- 40 bis Alternative Libertaire
- 41 OKDE

- (Organisation Communiste Internationaliste de Grèce) (Grèce)
- 42 Réseau Éducation Sans Frontières (RESF)
 - 43 Tendance CLAIRE
 - 44 Parti Communiste du Kurdistan (KKP)
 - 45 Fraction trotskyste - Quatrième Internationale

Place du Grand Podium

- 20 Accueil Est
- 21 Accueil Bourgogne
- 22 La cave à fromages
- 23 La fondue jurassienne
- 24 Les mollets d'acier
- 25 Barbe à papa
- 26 Jus de fruits, milk-shakes
- 27 L'escargot
- 28 Crêpes canadiennes Continental/Compiègne
- 29 Bonbons- Angers (49)
- 30 Harengs de la Baltique - saumon fumé - Angers (49)
- 31 Flammekueche General Motors Strasbourg
- 32 Fraternelle à la menthe

Esplanade du Château

- 34 Maffé
- 35 UATCI (Afrique - UCI)
- 36 Sculpture
- 37 Sinif Mücadelesi (Turquie - UCI)
- 38 Café turc
- 39 Breakfast, coffee, cakes
- 40 Lutte Ouvrière Hôpitaux
- 41 Brin de fantaisie Hôpital Sainte Anne
- 42 Soupe aux choux
- 43 L'Internazionale (Italie - UCI)
- 44 O.T.R (Haïti - UCI).
- 45 Marmite haïtienne
- 46 Combat Ouvrier (Antilles - UCI)
- 47 Menus d'Isles

- 70 Lutte Ouvrière Renault
- 71 Sardines grillées
- 72 Pizza, aïoli
- 73 Accueil Sud Est « La Dolina » Solystic
- 74 Tarte normande - CHU Rouen

Place de la Guinguette

- 72 Seiche andouillette Snecma Gennevilliers
- 73 Indoustand - RATP
- 74 Ile de la Réunion
- 74 bis Guinguette
- 75 Château gonflable
- 75 bis Café de la Guinguette - CAF-SNCF
- 76 Mur d'escalade
- 77 Échecs et Marx
- 78 Orienthé-vous - Alcatel-Lucent
- 79 Couscous
- 79 bis Trampoline
- 80 Tir à la patate - Banque de France (Paris)
- 81 Annoncez la couleur - RATP
- 82 Cartes postales - EdF/GdF-Suez
- 83 Barbouille
- 84 Lard'n salad
- 85 La coupe est pleine
- 86 Accueil Champagne Ardenne
- 87 Mêlez-vous de vos salades Snecma Corbeil

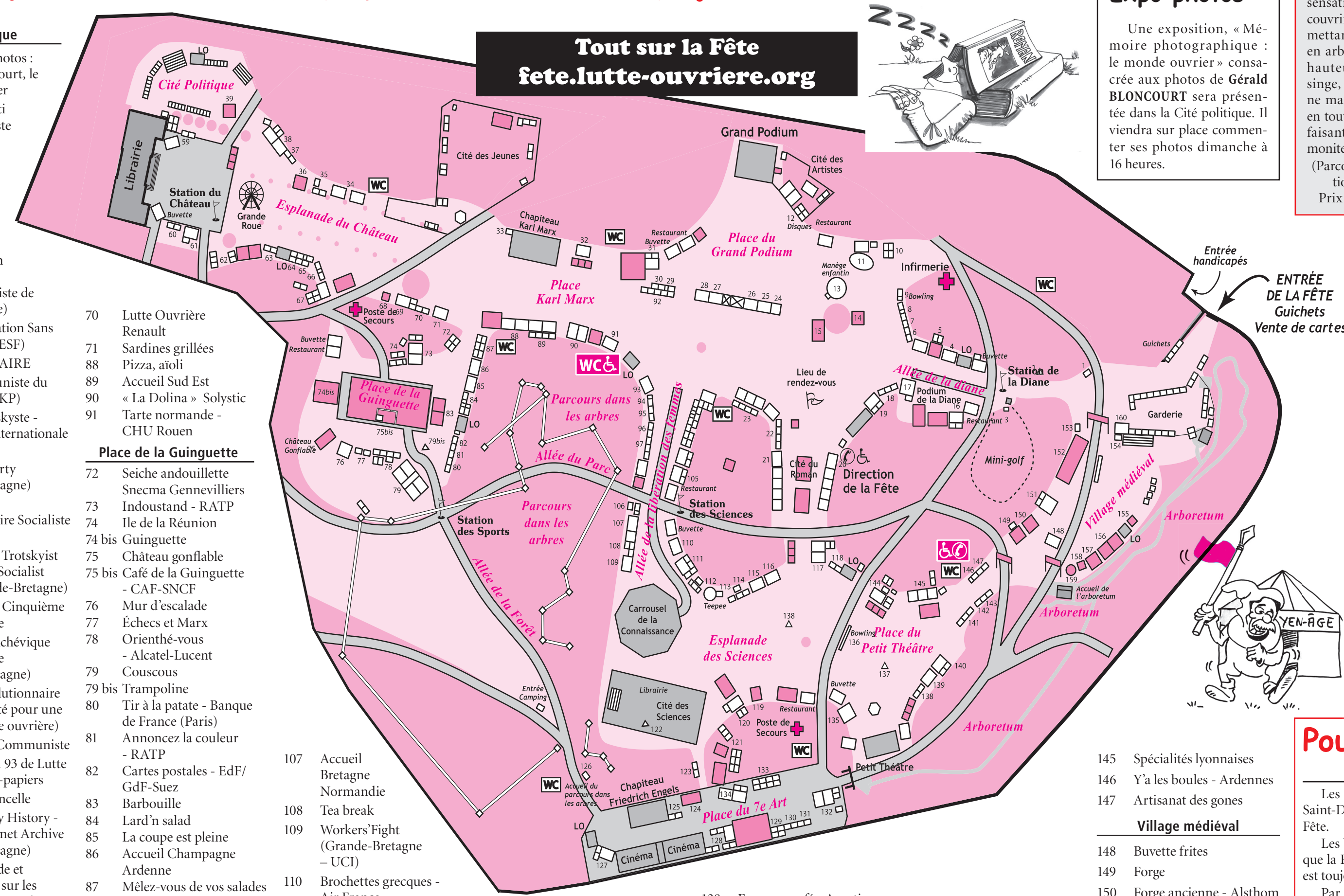
Allée de la libération des femmes

- 93 Accueil Centre (Limoges, Orléans, Montargis, Bourges, Vierzon, Nevers)
- 94 Fléchettes
- 95 Jambon du Morvan
- 96 Brico'LO - Orléans
- 97 Le monde à la carte - Aulnay-sous-Bois
- 98 Mettez-vous au parfum
- 99 Accueil Tours, Angers, Poitiers, Cholet
- 100 Dolce vita
- 101 Au partage des profruits
- 102 Le grain de folie - Hôpitaux, Chèques Postaux, SNCF - Limoges
- 103 Le frondeur du Poitou Fonderies du Poitou
- 104 Salades gourmandes - Orléans
- 105 Gaufres de Picardie
- 106 Tir à plomb - Chantiers de l'Atlantique STX

L'arboretum

Au cœur du parc, vous pourrez visiter l'Arboretum et sa centaine d'espèces différentes d'arbres. Un sentier botanique aménagé permet de suivre quatre promenades commentées de 40 mn, pour répondre à toutes les questions sur les arbres. Cette année, une nouvelle visite est programmée, sur le thème : « Les arbres, quelles sensations ! »

Tout sur la Fête
fete.lutte-ouvriere.org



Expo photos

Une exposition, « Mémoire photographique : le monde ouvrier » consacrée aux photos de **Gérald BLONCOURT** sera présentée dans la Cité politique. Il viendra sur place commenter ses photos dimanche à 16 heures.

Le Parcours dans les arbres

Tous ceux qui aiment les sensations fortes pourront découvrir un parcours aérien permettant de se déplacer d'arbre en arbre à plusieurs mètres de hauteur. Échelles, ponts de singe, tyroliennes, filets, rien ne manque pour se faire peur en toute sécurité, le parcours se faisant sous la surveillance de moniteurs diplômés. (Parcours soumis à des conditions de taille et d'âge) Prix : 4 euros par personne.



La Cité Politique

La Cité Politique est un espace où s'expriment les groupes qui, présents à la fête, veulent présenter leurs idées quant à la défense des intérêts du monde du travail. Des militants de Lutte Ouvrière et d'organisations appartenant au même courant politique développeront le programme qu'ils mettent en avant en cette période de crise profonde du capitalisme, où la défense des idées communistes est d'une brûlante actualité. Ils feront part des réalités politiques et sociales auxquelles ils sont confrontés; de leurs difficultés mais aussi de leurs réussites. L'espace de la Cité Politique est également ouvert aux groupes politiques invités qui peuvent y présenter les sujets de leurs choix. Un programme spécial "Forums" sera disponible dans tous les stands Lutte Ouvrière.

Samedi à 18 heures
Débat NPA - Lutte Ouvrière
la période et les tâches qui en découlent.

- 145 Spécialités lyonnaises
- 146 Y'a les boules - Ardennes
- 147 Artisanat des gones
- 148 Buvette frites
- 149 Forge
- 150 Forge ancienne - Alsthom Belfort
- 151 Rôtisserie de Sire Renault
- 152 Taverne de Maître Taillevent - Petit salé aux lentilles
- 153 Galette saucisse
- 154 Boissons médiévales
- 155 Four à pain
- 156 Espace conférence - Calligraphie
- 157 Vannerie
- 158 Armes et armures
- 159 Tour de poterie
- 160 Accueil des tout-petits

Venez le mettre en échec !

Jean Philippe Karr, Maître International d'échecs, jouera une partie simultanée contre 25 joueurs, dimanche 23 mai à 16 h, place de la Guinguette

Concours de la plus belle photo de la fête

Chaque participant pourra envoyer une ou deux photos numériques prises pendant la fête (deux millions de pixels minimum) au mail suivant : fete.lutteouvriere@free.fr entre le samedi 22 mai et le mardi 25 avant minuit. Trois photos seront sélectionnées et publiées dans Lutte Ouvrière. Les auteurs gagneront un abonnement gratuit de six mois pour la personne de leur choix.

Pour venir à la Fête

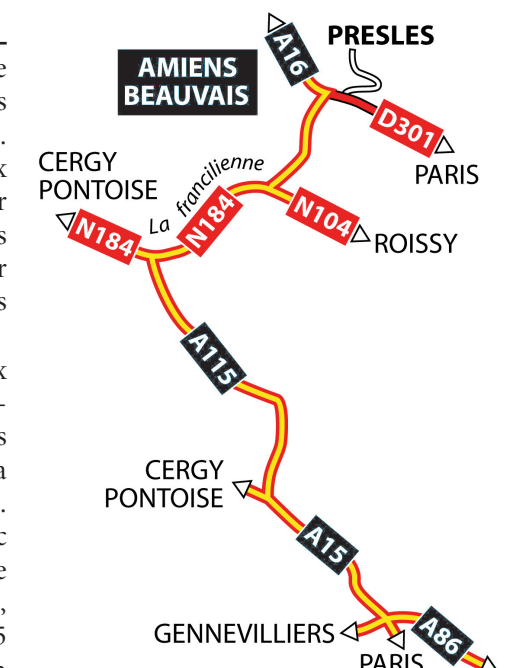
Comment venir depuis Paris ?

Les autocars gratuits font la navette entre la sortie du métro Saint-Denis-Université (terminus de la ligne 13) et l'entrée de la Fête. Les bus circuleront les trois jours pendant les mêmes horaires que la Fête, avec un départ toutes les 20 mn environ, et le retour est toujours assuré!

Par le train, de la gare du Nord, direction Persan-Beaumont par Montsoult-Maffliers jusqu'à la gare de Presles, située à 900 mètres de l'entrée de la Fête.

Si vous venez en voiture

Il est très difficile de stationner dans le village de Presles. Nous demandons aux visiteurs de respecter toutes les interdictions pour ne pas gêner la circulation et... les Preslois. À cause des travaux du tramway, la traversée de Saint-Denis et de Pierrefite par la N1 est déconseillée. Nous suggérons donc aux automobilistes de rejoindre l'A86 Nord, puis l'A15, puis l'A115 et la N184 en direction de Beauvais. Sortir à Presles.



La Cité des Sciences

un vaste chapiteau dédié aux sciences

Une librairie scientifique

Des «mini-conférences»

Pour satisfaire toutes les curiosités... Démonstrations à l'appui, des conférenciers se relaient pour expliciter de nombreuses questions :

- Baleines, otaries et sirènes : origine(s) terrestre(s) pour de vrais marins
- Peut-on se protéger des séismes ?
- Handicap visuel et accessibilité numérique
- La naissance de la spécialisation à la fin de la Préhistoire
- Les lichens, conquérants de l'extrême
- La vie des fourmis
- L'ultrafroid
- La Relativité
- Le fonctionnement de la mémoire
- Les téléphones portables
- Les symétries de la nature Et bien d'autres encore...

Des forums-débats avec des scientifiques

Marc Peschanski. Refaire de la peau avec des cellules souches : comment, pourquoi ?

Patrick Forterre. Une révolution en biologie : les virus, à l'origine de... l'évolution ?

Dr William Lowenstein. Alcool, tabac, drogues, médicaments, jeux, sport intensif : l'addiction, une authentique maladie

Philippe Couvreur. Nanotechnologies et médecine : l'espoir de cibler les cellules, tissus et organes malades avec les médicaments»

Ahmed Djebbar. L'âge d'or des sciences arabes : ce qu'elles ont apporté à l'humanité

Nicolas Gauvrit. Comment mesurer le hasard. Pouvons-nous choisir au hasard ?

Jacques-Marie Bardintzeff. Volcans, séismes et

tsunamis : une planète instable, toujours en évolution

Arlette Streri. Comment bébé perçoit-il le monde : le début de la connaissance

Sébastien Steyer. La vie sur la Terre avant les dinosaures

Pierre Tambourin. Pourquoi les mules ne sont pas des mères poules et 99 questions aux généticiens

Michel Segonzac. Voyage en images dans les grands fonds sous-marins

Nathalie Palanque-Delabrouille. Matière noire et énergie noire : voir l'univers invisible

André Klarsfeld. Les horloges du vivant : comment elles rythment nos jours et nos nuits

Guillaume Lecointre. L'évolution, l'œil et la vision

Vincent Laget. Quelques principes pour débusquer les fausses sciences

Et... une cafétéria pour se reposer entre deux...

Programme détaillé à l'entrée de la fête et à la Cité des Sciences

Carrousel de la connaissance

L'Afrique, cinq siècles de pillage par la bourgeoisie

L'Afrique est le berceau de l'humanité. Pendant des millénaires, elle s'est développée à l'égal des autres continents. Jusqu'à ce que naisse la bourgeoisie européenne, cette nouvelle classe sociale dont le seul credo est « Enrichissons-nous ! »...

Embarquez sur le manège pour 45 minutes de spectacle, pour un voyage de cinq siècles en terre africaine.

Pour ceux qui aiment lire : les librairies

La Librairie du château avec plus de 1 500 titres différents, essentiellement en format de poche : des documents, des témoignages, des livres sur le mouvement ouvrier, des romans. La Cité du Roman où est présentée une sélection de nombreux romans, récents ou

classiques, classés par thème et par pays. La librairie de la Cité des sciences, la librairie Toutes les publications de Lutte Ouvrière, et enfin celle des livres d'occasion. Sans oublier les librairies des stands de nos camarades des Antilles, d'Afrique ou d'Haïti et d'ailleurs...

Les débats

Au Chapiteau Karl Marx

Samedi 22 mai

Jacques LEDERER du Comité National de soutien à Mumia Abu Jamal

Bachir BEN BARKA sur l'enlèvement de son père Mehdi Ben Barka le 29 octobre 1965

Nadia KACI a recueilli le témoignage des femmes agressées et torturées à Hassi Messaoud en Algérie

Marcel DORIGNY, historien pour la reconnaissance de l'esclavage et de la traite négrière comme « crimes contre l'humanité »

Raymond CHAUVÉAU, animateur CGT de la grève menée par 6200 travailleurs sans-papiers pour leur régularisation.

Larbi BENCHIHA, réalisateur des films *Vent de sable* et *L'Algérie, de Gaulle et la bombe*

Dimanche 23 mai

Débat organisé par nos camarades travaillant dans l'automobile

Jean-Jacques MARIE, sur son dernier livre *Krouchtchev: la réforme impossible*

Brigitte WIESER de RESF (Réseau éducation sans frontières) « Quelle vie et quel avenir pour les jeunes

sans-papiers »

Nicolas OFFENSTADT, historien : « Raconter l'histoire de France : un enjeu très politique »

André LOEZ, pour son dernier livre *14-18. Les refus de la guerre / une histoire des mutins*

Projection du film sur la grève des salariés de Continental

Lundi 24 mai

Marie-Laure DUFRESNE-CASTETS, avocate et **Pascal MOUSSY**, juriste du travail : « La santé au travail »

Gérard FILOCHE, inspecteur du travail, sur ses *Carnets d'inspecteurs du travail*

Alain GOLDMAN, producteur du film *La rafle* projeté au cinéma à minuit

Jean-Luc EINAUDI sur son dernier livre *Scènes de la guerre d'Algérie en France: automne 1961*

Hind KHOURY, représentante de la Palestine en France : « Comment les droits des Palestiniens sont bafoués et quelles perspectives aujourd'hui ? »

Maya SURDUTS, « Non, ma fille, tu n'iras pas avorter à l'hôpital public ! » sur les restructurations hospitalières

Au Chapiteau Friedrich Engels

Samedi 22 mai

Le film : *Mali d'Or* suivi d'un débat avec le réalisateur, **Éric PAUPORTE**

Marianne DEBOUZY, historienne, auteur du livre *Le monde du travail aux États-Unis : les temps difficiles (1980-2005)*

Simone TASSIMOT lira des lettres de prison de Rosa Luxembourg

Le film *De Gaulle, l'Algérie et la bombe* de Larbi Benchiha, avant le débat au chapiteau Karl-Marx à 19h

Documentaire *La France des camps* de Denis Peschanski et Jorge Amat suivi d'un débat avec **Jorge AMAT**

Marcel DORIGNY sur son *Atlas historique de l'esclavage*

Dimanche 23 mai

Liquidation totale documentaire d'Hélène Desplanques : la lutte des travailleurs de Samsonite à Hénin Beaumont, suivi d'un débat avec le réalisateur **Jean-Michel RODRIGO**

Débat avec **Iljir SELIMOVSKI** acteur du film *Liberté* sur l'envoi de centaines de milliers de Tziganes dans les camps d'extermination (film de Toni Gatlif projeté à minuit au cinéma)

Films sur la lutte des sans-papiers

Le film *Adieu Gary* suivi d'un débat avec le réalisateur **Nassim AMAOUCHE**

Le film *Les arrivants* de Claudine Bories et Patrice Chagnard sur l'accueil des familles demandeuses d'asile, suivi d'un débat avec **Marielle BERNARD** protagoniste du film

Lundi 24 mai

Quelle était belle mon usine, documentaire suivi d'un débat avec le réalisateur **Nicolas DUPUIS**

Dominique MANOTTI, auteure de nombreux romans noirs dont le dernier *Bien connu des services de police*

Présentation du livre *Au-delà de l'Oural* de John Scott, ouvrier américain, sur la construction de 1933 à 1938 d'un complexe sidérurgique en Union Soviétique

Anne GUÉRIN, et une camarade du groupe américain Spark présenteront le livre de Daniel Guérin *De l'oncle Tom aux Panthères noires* qui vient d'être réédité

Le film *Ma vie est mon vidéo-clip préféré* sur la vie d'une sans-papier asiatique, suivi d'un débat avec la réalisatrice **Show-Chun LEE**.

Le film *Mali d'Or* d'Éric Pauporte

Les films projetés à la Fête

LES ARRIVANTS de Claudie Bories et Patrice Chagnard : documentaire sur les conditions d'accueil de familles demandeuses d'asile.

LA RAFLE de Rose Bosch, avec Gad Elmaleh : la rafle du Veld'hiv de juillet 1942.

LIBERTÉ de Tony Gatlif : Un groupe de Tziganes face aux rafles de la police française, pendant la guerre.

À L'ORIGINE de Xavier Giannoli : un escroc s'improvise entrepreneur de travaux publics dans une ville plombée par le chômage

RAPT de Lucas Belvaux : l'enlèvement du baron Empain

LOOKING FOR ÉRIC de Ken Loach, avec Éric Cantona : un postier de Manchester, en déprime, trouve l'aide d'un footballeur.

JAFFA de Keren Yedaha : à Jaffa (Israël), une histoire d'amour israélo-palestinienne.

MICMACS À TIRE-LARIGOT de Jean Pierre Jeunet, avec Dany Boone : un sans-travail retrouve les marchands de canons qui ont fait son malheur.

IN THE LOOP de Armando Iannucci (G.B.) : une farce sur les dirigeants politiques anglais.

BROTHERS de Jim Sheridan ; le grand-père a « fait » le Viêt-nam, le petit-fils revient d'Afghanistan. Mais il y a une histoire d'amour !

L'entrée aux cinémas est gratuite mais, le nombre de places étant limité, merci de retirer un ticket au stand Entracte.

Cinéma en plein air

Sur l'Esplanade des Sciences, dans la nuit de dimanche à lundi : *AGORA* de Alejandro Amenabar : au IV^e siècle à Alexandrie.

Pour plus de détails, voir le programme Cinéma

• Allemagne :

Un camouflet pour Merkel

Après avoir gouverné pendant cinq ans le Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, le plus peuplé de pays avec près de 18 millions d'habitants, l'Union Chrétienne-Démocrate (CDU) de la chancelière Angela Merkel a reçu une claque lors des élections régionales du 9 mai.

Alors que son parti avait largement gagné le scrutin précédent, il recule de 10,2 points, à 34,6 %. La dégradation de la situation sociale dans ce Land, qui comprend la région ouvrière de la Ruhr, est à l'évidence une des causes du mécontentement qui s'est exprimé dans les urnes : on y recense aujourd'hui 1,6 million de chômeurs réduits aux misérables allocations de fin de droits, dites Hartz IV. Et un demi-million d'enfants y vivent, selon

les statistiques officielles, dans la pauvreté. Le fait que Jürgen Rüttgers, qui après sa victoire de 2005 s'était proclamé « *le président du parti ouvrier de Rhénanie-du-Nord-Westphalie* », n'ait rien fait au moment de la fermeture brutale de l'usine Nokia de Bochum en 2008, n'y est également pas étranger.

Mais la « crise grecque » a sans doute aussi joué dans l'issue du scrutin, intervenu deux jours après l'adoption par le Parlement allemand de crédits de plus de 22 milliards d'euros sur trois ans à la Grèce, une décision à laquelle la majorité des Allemands seraient, selon les sondages, hostiles. Même s'il est difficile de distinguer dans leurs motivations ce qui relève d'un réflexe nationaliste (« ne pas payer pour les Grecs ») et ce qui correspond à la volonté de ne pas payer la crise financière à la place des banquiers.

Avec 34,5 % le Parti

Social-Démocrate (SPD) recule aussi, de 2,6 points par rapport aux précédentes régionales. Désormais dans l'opposition au niveau fédéral, il remonte en pourcentage (mais pas en voix) par rapport aux législatives de septembre 2009. Mais en 1990 il obtenait encore 4,6 millions de voix dans ce Land... contre seulement 2,67 millions aujourd'hui. Les seuls partis qui se renforcent sont les Verts, avec 12,5% des suffrages, et le Parti de Gauche (Die Linke) qui franchit, avec 5,6 %, la barre lui permettant d'entrer pour la première fois au Parlement régional.

Le résultat électoral, qui a aussi révélé une progression de l'abstention, fait qu'aucun parti n'a de majorité pour gouverner. Et pas seulement au niveau régional : le gouvernement pourrait aussi perdre sa majorité au Bundesrat, la chambre du Parlement fédéral où sont

représentés les Länder.

Les tractations entre les états-majors ont donc aussitôt commencé. Le SPD, auquel il manque une voix pour contrôler, avec les Verts, le Parlement régional, acceptera-t-il de négocier avec Die Linke, dont il ne voulait pas entendre parler jusqu'à présent ? Ou préférera-t-il une grande coalition avec la CDU, et sous la présidence de celle-ci puisque, malgré son recul important, cette dernière est arrivée en tête en nombre de voix ? Ou s'orientera-t-on vers une alliance dite des « feux tricolores », regroupant le SPD, les Verts et le Parti Libéral FDP, jusque-là allié de la CDU ? En tout cas, la politique politicienne a repris de plus belle, loin des préoccupations de la population laborieuse. Tout cela pour aboutir évidemment à une politique semblable, au service du grand patronat.

Henri MARNIER

• Grèce

Les mesures s'accumulent, les protestations continuent

Les manifestations du mercredi 5 mai en Grèce ont été imposantes : selon que les estimations viennent de la police ou des organisateurs, elles ont compté de 30 000 à 50 000 manifestants à Athènes, de 20 000 à 50 000 à Thessalonique, grande ville du nord du pays mais quatre fois moins peuplée que la capitale.

Les syndicats du public et du privé, y compris ceux des artisans et des commerçants, avaient appelé à descendre dans la rue contre la politique d'austérité imposée par le gouvernement, le FMI et l'Union européenne. Comme d'habitude, la tendance syndicale liée au Parti Communiste a défilé à part, avant de rejoindre, à Athènes, l'autre cortège devant le Parlement. Comme d'habitude aussi, des incidents ont éclaté entre la police et des groupes qui se disent « anarchistes », mais cette fois-ci le cocktail molotov lancé contre la banque Marfin a malheureusement entraîné la mort de trois employés bloqués dans l'immeuble.



Ce drame a pesé sur l'état d'esprit des manifestants et sur les commentaires de la presse et du gouvernement. Il a été dénoncé par le syndicat des employés de banques, l'OTOE, qui, au-delà des auteurs directs, en a rejeté la faute sur les instigateurs, selon les termes de son communiqué : « *L'attitude de la police, les patrons des banques qui entravent la participation des travailleurs aux manifestations et ne prennent pas toutes les mesures de sécurité dans les banques, et la politique du gouvernement* ». L'OTOE a appelé à une grève le jeudi 6 mai. À Athènes, les syndicats du public et du privé ont

organisé le mouvement qui s'est poursuivi le lendemain, rassemblant à chaque fois environ 15 000 personnes devant le Parlement où se votait la loi pour la mise en marche du plan d'austérité.

Les grèves continuent chaque jour, dans différentes corporations, toujours en ordre dispersé, les pharmaciens par exemple ayant prévu une grève le vendredi 7 mai, puis les lundi et mardi 10 et 11 mai.

Une autre grève générale était prévue pour le mercredi 12 mai. Selon les sondages, et le moment où ils ont été faits – avant ou après la manifestation et la mort des trois employés de banque –,

la volonté de participer aux protestations est variable. Mais alors que les banquiers grecs ont déclaré à la presse qu'ils accueilleraient avec soulagement le plan de l'Europe et du FMI, car « *aucune banque ne serait conduite à la faillite* », la grande majorité des travailleurs, des salariés, voient s'accumuler des mesures de plus en plus dures et éprouvent une rancœur profonde envers un État corrompu, les banquiers ou autres privilégiés « *qui ont mené le pays au bord du gouffre* » et font payer aux travailleurs et à toute la population « *une crise dont elle n'est pas responsable* ».

Sylvie MARECHAL

• Russie

Encore une catastrophe minière

47 mineurs et secouristes ont péri, 43 autres ont disparu sans qu'il y ait de chance de les retrouver vivants, reconnaissent les autorités, et 84 de leurs camarades ont été blessés à la suite d'une double explosion de grisou survenue dans l'une des plus grandes mines de Russie, Rapsadskaja, dans le bassin minier de Kemerovo, en Sibérie.

Encore une fois. Car les catastrophes minières se répètent et se suivent en Russie. Rien que dans cette région industrielle du Kouzbass, il ne se passe guère d'année qui n'apporte son lot d'explosions meurtrières : 60 mineurs en sont morts en 2004, 23 en 2005, 30 en 2006, 106 au seul puits Oulianovskaïa en 2007...

Devant les équipes de télévision, le Premier ministre russe Poutine a promis « *une enquête très détaillée sur les causes de cet accident et les agissements de tous les responsables* ». Ladite enquête risque, comme d'habitude, de s'enliser ou de déboucher sur la mise en cause de lampistes qu'on accusera de « *violation des règles de sécurité* », motif pour lequel le parquet vient d'ouvrir une instruction.

Mais les véritables responsables de ce qu'il faut bien appeler des assassinats collectifs et répétés de mineurs ne seront pas inquiétés. Pourtant, les causes et les responsables de ces drames, partout les mêmes, sont bien connus. On n'a fait pratiquement aucun investissement dans les infrastructures des puits ou la sécurité au fond depuis la disparition de l'Union soviétique, fin 1991. Et encore moins depuis la privatisation des mines, remises pour une bouchée de pain à des affairistes liés au pouvoir, qui en tirent le maximum. Et mieux vaudrait dire : qui exigent le maximum de travailleurs qui, dans ces régions éloignées, n'ont guère d'autre choix que d'aller risquer leur vie au fond d'une galerie de mine.

Propriétaire de Rapsadskaja, le milliardaire russe le plus en vue du moment, Roman Abramovitch, a depuis longtemps « délocalisé » sa fortune. Notamment à Londres, où il possède entre autres le club de football de Chelsea et où il gère ses affaires depuis son luxueux hôtel particulier. Le nom de sa société qui détient 40 % de Rapsadskaja, Evraz – « eurasiatique » en russe –, convient parfaitement : à lui les délices de la vie des richards européens, aux mineurs, qui assurent son train de vie, l'enfer asiatique d'une vie de damnés.

Pierre LAFFITTE

• Caisses d'épargne d'Ile-de-France

Après quatre semaines de lutte
Les écureuils en colère

Jeudi 6 mai, un millier d'employé(e)s des Caisses d'épargne d'Ile-de-France, en grève depuis quatre semaines, avaient manifesté dans les rues de Paris aux cris de « *clients, salariés, on est tous arnaqués* ». Et le lendemain, ils étaient appelés à se prononcer sur un protocole concocté dans la nuit entre la direction et les syndicats.

Ce protocole, que les employés ont accepté en mettant ainsi fin à leur mouvement, leur accorde une prime de 2 000 euros, qui ne sera ni variable, ni indexée sur le montant de leurs ventes. Cette prime compensera en partie ce qui les avait mis en colère : la suppression de leur intéressement. Elle répond aussi au fait qu'une part de leur rémunération varie selon leurs résultats individuels. Les grévistes dénonçaient un mode de rémunération qui leur impose de « *vendre à des gens des services dont ils n'ont pas besoin ou qui ne sont pas adaptés* ». Une dénonciation qui allait également dans le sens des intérêts des clients modestes des banques.

D'autre part, la restructuration annoncée par la Caisse d'épargne en décembre dernier et qui devrait entraîner un changement d'activité pour quelque cinq cents employés ne devrait pas, selon le protocole, « *entraîner de licenciement en cas de difficultés à exercer de nouvelles fonctions* ». Mais il faudra certainement que les travailleurs restent vigilants lors de la mise en place de ce plan.

Même si certains employés regrettent que l'accord n'ait pas porté sur le relèvement du salaire de base (ils réclamaient, outre une prime de 3 000 euros pour compenser la perte de leur intéressement, une augmentation de 5 %, avec un plancher de 140 euros), alors que la Caisse d'épargne d'Ile-de-France a engrangé 123 millions d'euros de profits en 2009. La majorité est plutôt satisfaite que la direction, qui avait un temps parié sur le pourrissement du mouvement, ait finalement cédé sur une partie des revendications.

Jacques FONTENOY

• Groupe Arche – Villers-la-Montagne

Plus de quinze jours de grève

Les travailleurs de l'ancienne usine Peugeot de Villers-la-Montagne ont fait plus de deux semaines de grève pour les salaires et les conditions de travail. Ils revendiquaient en particulier 100 euros d'augmentation par mois.

Au cours de ce mouvement mené par la CGT (la CGC n'étant pas pour et FO ayant appelé, quant à elle, à ne pas faire grève), les grévistes ont bloqué l'usine pendant plus de quinze jours face à une direction extrêmement arrogante. La

grève perturbait des usines qui utilisaient des pièces fabriquées à Villers-la-Montagne, comme les usines PSA de Metz-Borny et Valenciennes. Une délégation de travailleurs s'est d'ailleurs rendue à Borny pour expliquer les raisons de leur grève.

Après avoir appartenu à Peugeot, l'usine – 310 travailleurs aujourd'hui – est passée de main en main, et fait partie maintenant du groupe Arche. Le PDG – actionnaire du groupe – a osé déclarer pendant la grève : « *Ce sont*

des enfantillages. La France est la risée du monde avec des manifestations comme celles-là. » S'en prenant aux élus de gauche du secteur et à la CGT d'Eurostamp voisine qui soutenaient les grévistes, il ajoutait : « *Les élus n'ont qu'à rester dans leurs mairies, comme les gars d'Eurostamp, qui n'ont rien à faire ici* ».

En réponse aux « *enfantillages* » du PDG qui a multiplié les actions en justice, les travailleurs ont tenu bon et ont contraint le groupe Arche à plier

au moins un peu. Au début, il n'était question que d'une augmentation de 22 euros... sur deux ans ! Ils ont suspendu la grève avec une augmentation de 50 euros, des négociations sur la grille des salaires, un arrêt des poursuites contre les grévistes qui ont tenu le piquet de grève et des promesses concernant des améliorations sur les conditions de travail, la fin des menaces, chantages, pressions et harcèlement.

Étienne HOURDIN

• Centre de tri postal Airlande de Rennes

Contre le manque d'emplois

Après la grève du 7 avril dernier, plus d'un tiers des postiers du centre de tri de Rennes Airlande ont tenu une nouvelle fois à dire leur ras-le-bol les mercredi 6 et jeudi 7 mai. CGT et FO avaient déposé un préavis de grève sur ce site ainsi qu'au centre de tri d'entraide situé à dix minutes.

Un barbecue installé à l'entrée d'Airlande a permis à plus d'une centaine de personnes de venir discuter de la situation de l'emploi qui se dégrade dans tous les services (maladies non remplacées, retraites non remplacées...). En attendant l'ouverture d'une Plate-forme industrielle du courrier (PIC) fin 2011, une partie des trafics

des Côtes-d'Armor et du Morbihan a été rajoutée à Rennes sans emplois supplémentaires.

Le 7 mai en début d'après-midi, une soixantaine de grévistes ont finalement décidé d'occuper les couloirs de la direction pour lui dire son fait. Plusieurs collègues de différents horaires n'ont pas hésité à

prendre la parole pour dénoncer l'absurdité d'une politique qui, plutôt que d'embaucher, dégrade la qualité de service (plusieurs milliers de courriers restent en souffrance chaque nuit) et la santé des postiers. La direction, mal à l'aise, n'a pu que tenter d'expliquer que son travail principal consistait à faire des économies et à préserver le chiffre d'affaires de La Poste. La réponse a fusé de l'assemblée des grévistes : « *Que l'on économise d'abord sur les gros salaires et le train de vie des directions !* ».

En tout cas, celles et ceux qui ont participé à cette action prennent conscience de leur force collective. Force dont nous aurons besoin très prochainement, face à une direction qui envisage encore des dizaines de suppressions d'emplois avant l'ouverture de la PIC.

Correspondant LO

• Cancers causés par le bitume

Le tribunal reconnaît la responsabilité de l'entreprise Eurovia

Le tribunal des affaires de sécurité sociale (TASS) de Bourg-en-Bresse, dans l'Ain, a reconnu la « *faute inexcusable* » de l'entreprise de travaux publics Eurovia, une filiale de Vinci, dans le décès d'un ouvrier en 2008 causé par un cancer de la peau. Outre la satisfaction qu'il apporte à la famille de la victime, ce jugement entrouvre une brèche qui permettra aux travailleurs du bitume de faire reconnaître l'origine professionnelle de leur maladie.

Exposé pendant plus de vingt ans à des émanations de bitume chaud, sans autre protection que des gants, Francisco Andrade avait développé un cancer de la peau qui devait l'emporter. Bien qu'il soit connu que le bitume contient des substances cancérigènes, Eurovia niait toute responsabilité dans la mort de son salarié, prétextant que l'origine du cancer avait été causée par une trop grande exposition au soleil ! C'est sur la base de cet

argument qu'elle a d'ailleurs fait appel du jugement.

La FNATH (Fédération nationale des accidentés du travail et des handicapés) salue la décision du tribunal qui, si elle est confirmée, pourra faire jurisprudence et permettrait alors à tous les travailleurs du bitume de faire reconnaître la responsabilité des entreprises qui les ont employés dans une maladie qui peut se déclarer des années, voire des dizaines d'années plus tard. Mais comme dans le cas

de l'amiante, la route sera certainement longue avant que les victimes du bitume puissent toucher ne serait-ce qu'un début d'indemnisation.

Il n'en reste pas moins que la décision du TASS de Bourg-en-Bresse est une victoire morale pour la famille Andrade, et elle est aussi un camouflet pour toutes ces entreprises pour qui la santé et la vie des travailleurs passent après les profits.

Marianne LAMIRAL

• Limoges Le collectif « Pas de bébés à la consigne » manifeste

À Limoges, jeudi 6 mai, une manifestation dynamique et bruyante du collectif « *Pas de bébés à la consigne* » a défilé de la préfecture à la mairie en passant par les rues du centre-ville.

Après un arrêt devant la permanence d'une députée socialiste pour prendre un rendez-vous, la manifestation s'est terminée par une grande ronde au carrefour de la mairie aux cris de « *Pas de bébés à la consigne* » et « *Ohé, ohé Morano, nos enfants ne sont pas des jambonneaux* ».

Le collectif prépare un départ en car pour la manifestation nationale organisée le 29 mai à Paris.

Les restrictions prévues pour les crèches sont inadmissibles. Il faut des crèches en nombre suffisant, avec du personnel qualifié, et non transformer les crèches qui existent en boîtes à sardines avec moins de personnel.

Correspondant LO

Au sommaire de **LUTTE DE CLASSE n° 128** (mai-juin 2010)

- *La crise dite de la « dette grecque » : l'économie au bord du volcan*
 - *République d'Irlande : La classe ouvrière entre crise et le « partenariat social » des appareils syndicaux*
 - *France : La droite après sa défaite aux élections régionales*
La « réforme » des retraites : une politique visant à baisser le niveau de vie des retraités au profit du patronat
 - *Italie : La Mafia, l'État et l'économie capitaliste*
- Prix : 2 euros - Envoi contre cinq timbres à 0,56 euro

• Eurocopter – Marignane (Bouches-du-Rhône)

La direction en attendait 500, ils arrivèrent 3 000...

La montée de colère provoquée par la proposition de la direction d'une augmentation de 1,9% a rassemblé 3 000 salariés, lundi 10 mai à 14 heures à l'appel de FO majoritaire, ralliée par tous les syndicats de l'usine Eurocopter. On n'avait jamais vu cela à Marignane.

La réponse quasi unanime des travailleurs a surpris tout le monde, y compris les syndicats. Mais la plus surprise a sans doute été la direction qui avait défié le secrétaire de FO: « Vous n'aurez même pas 500 personnes au rassemblement », disait-elle.

Son inquiétude était cependant assez réelle pour que la direction au grand complet, ainsi que les responsables des Ressources humaines, se retrouvent à l'usine dès 5 h 30 du matin, heure de travail qui ne fait pas partie de leurs mœurs.

L'appel à la grève étant pour 14 h, des travailleurs en 2x8 de l'équipe du matin avaient pris leurs dispositions pour participer à la manifestation,

par exemple en prenant leur voiture plutôt que le bus de l'usine. Toute la matinée les discussions allaient bon train. Chacun voulait dire au patron qu'il en avait assez d'avoir perdu huit vendredis de RTT et de pointer en bleu depuis septembre, assez des pauses chronométrées à la minute et des réflexions tatillonnes. Et assez de la stagnation des salaires.

À 14 h, dans toute l'usine, des ouvriers et des employés sont donc venus en groupes plus ou moins importants jusqu'à la Bastide, un bâtiment administratif central. Puis le cortège impressionnant de 3 000 salariés est parti vers la Cathédrale, le bâtiment de la

direction. Avant de rejoindre la direction, les représentants des cinq syndicats ont pris la parole, acclamés pour chaque déclaration revendicative. Quelques groupes scandaient des slogans, dont « 3,5% minimum » d'augmentation.

Pendant la réunion, les négociateurs en ont eu plein les oreilles des cris et des slogans. Le responsable de la sécurité faisait la navette entre la porte et la salle de réunion, tandis que les gardiens n'étaient pas rassurés. Car des jeunes ouvriers voulaient « pousser » les portes vitrées pour entrer dans le bâtiment. Ce sont les responsables syndicaux qui firent barrage.

Au bout de vingt minutes, les négociateurs sortaient avec la promesse d'une réunion de négociation pour mardi 11, le lendemain.

La tentative de la direction de n'augmenter les salaires que

de 1,9%, augmentations générales et individuelles comprises, ne s'explique même pas par une situation difficile. Au contraire, d'après *Rotor* de mai 2010, le magazine de la direction, « au total, le carnet de commandes d'Eurocopter dépasse les 15 milliards d'euros et concerne 1 300 hélicoptères ». En 2002 le chiffre d'affaires était de 2,5 milliards d'euros. Malgré la crise, il est passé en 2009 à 4,5 milliards d'euros, augmentant considérablement. Ce qui n'a pas été le cas des salaires.

Par contre ce qui a augmenté, c'est la fatigue, les heures supplémentaires, les RTT supprimées, alors qu'il y a 600 intérimaires de moins depuis juin dernier.

Alors, la colère des salariés est plus que justifiée, qui s'est exprimée pour la première fois avec un tel ensemble.

Correspondant LO

• Alpla et Euroflaco (Oise)

Les travailleurs de deux usines ensemble pour l'emploi

Du 4 mai au 7 mai, les 120 travailleurs de l'usine Alpla située à Rémy, près de Compiègne, et les 60 ouvriers de l'usine Euroflaco de Compiègne filiale du même groupe, se sont mis en grève en même temps, pour protester contre les menaces sur leur emploi et pour réclamer des augmentations de salaires.

Les usines du groupe Alpla produisent des flacons en plastique pour Colgate-Palmolive, Unilever ou encore L'Oréal. À Rémy comme à Compiègne, les travailleurs ont toutes les raisons

de craindre des coups fourrés du patron contre l'emploi. Les départs ne sont pas remplacés à l'usine de Rémy: les travailleurs y travaillaient à 150 il y a cinq ans, ils sont 120 aujourd'hui. Il y a quelques mois, des machines ont été enlevées des sites de Rémy et de Compiègne, cinq postes ont été supprimés à Compiègne. De plus, une unité de production devrait s'ouvrir à Rambouillet, dans les Yvelines, à l'intérieur de l'usine L'Oréal pour qui les ouvriers de Rémy travaillent déjà! Enfin le patron parle de faire passer en 4x8 les ouvriers déjà en 5x8, ce qui est encore plus fatigant. C'est pourquoi les grévistes demandent des comptes.

Le mécontentement vient aussi du fait que les salaires n'augmentent pas, alors que, comme bien d'autres entreprises, le groupe Alpla engrange des bénéfices.

La grève a tout de suite eu des conséquences sur la production de l'usine Colgate qui se trouve à côté d'Euroflaco, et ce d'autant plus que les deux usines sont restées en grève ensemble. Au bout de ces quelques jours de grève, les travailleurs ont obtenu une augmentation mensuelle de 35 euros brut, qui viennent s'ajouter aux 20 euros obtenus lors des négociations salariales annuelles,

le paiement d'une journée de grève et des possibilité de récupération pour les autres. En ce qui concerne l'exigence qu'il n'y ait aucun licenciement, la direction pour l'instant ne fait qu'affirmer qu'il n'y aura pas de licenciement d'ici mai 2011. Bien entendu, tout le monde sait bien ce que vaut ce genre de promesses venant d'un patron. Les choses ne sont donc pas encore réglées de ce côté.

Mais les travailleurs de ces deux usines ont en tout cas fait une belle démonstration de solidarité face aux mauvais coups des patrons.

Correspondant LO

• Durisotti-Sallaumines (Pas-de-Calais)

Le patron a dû reculer!

La grande majorité des 400 travailleurs de Durisotti étaient en grève depuis lundi 3 mai. Ils ont décidé à l'unanimité de reprendre le travail mercredi 6 au soir.

Depuis des mois, le patron racontait que l'entreprise était dans le rouge, que les licenciements étaient indispensables et qu'il n'avait pas les moyens de donner quoi que ce soit. La lutte a permis de le contraindre à reconnaître ses mensonges. L'entreprise a de l'argent. Si elle a déclaré des pertes, c'est

d'abord parce que ses dirigeants lui ont fait supporter le versement d'énormes prestations et dividendes aux actionnaires, accompagné d'un rachat d'actions pour plusieurs millions.

Si le patron n'a pas reculé sur les 76 licenciements, il a quand même dû mettre la main à la poche et il a accepté de verser 25 000 euros de prime extra-légale pour tous ceux qui partiraient, quels que soient leur âge et leur ancienneté et il s'est engagé à payer les jours de grève.

Bien sûr, 25 000 euros ce n'est pas énorme, surtout dans la période actuelle, avec les difficultés que tout le monde connaît pour trouver du travail. Cependant, tous les ouvriers sont fiers d'avoir mené cette lutte qui a permis d'affirmer leur solidarité face aux mauvais coups du patron. Car, comme le disait l'un d'entre eux: « On ne peut pas laisser le patron attaquer certains d'entre nous et rester là sans réagir. »

Les grévistes sont très contents aussi d'avoir imposé

que la prime soit la même pour tout le monde, alors que le patron proposait évidemment des sommes variables en fonction de différents critères.

Il y avait bien longtemps qu'il n'y avait pas eu de grève dans l'usine. Beaucoup pensent que les mauvais coups ne sont pas finis et que c'est important d'avoir réagi tous ensemble dès que les premières mesures anti-ouvrières sont tombées.

Correspondant LO

• Rhodia - Saint-Fons (Rhône)

Ça ne leur coûte pas cher

Vendredi 7 mai, toute une brochette d'officiels bailleurs de fonds du patronat, du ministre Michel Mercier en passant par J.-J. Queyranne, président de la région Rhône-Alpes, et Gérard Collomb, président du Grand-Lyon, se pressaient auprès des huiles de Rhodia: un nouvel atelier de recherche et développement était inauguré à l'usine de Belle-Étoile à Saint-Fons.

Cet agrandissement a lieu après la fermeture du site de Ceriano, en Italie, qui a abouti à 285 suppressions d'emplois et dont près de 200 salariés n'ont toujours pas retrouvé de travail, et le transfert de sa recherche à Saint-Fons.

Rhodia se vante d'avoir retrouvé le chemin de la croissance. C'est vrai si l'on parle des millions versés aux actionnaires, dont 2,84 millions pour le seul PDG, Jean-Pierre Clamadieu, en 2009.

En plus de ce qu'il extrait de la sueur des travailleurs, Rhodia a eu droit à de « petits versements ». Sans parler des subventions des collectivités locales, l'État à lui tout seul a versé 20 millions d'euros au titre du crédit impôt recherche à Rhodia. Et il semble que 2010 batte tous les records! Le coût total (capital fixe + salaire) d'un chercheur étant de 150 000 euros, une simple division donnerait l'équivalent de 126 chercheurs qui pourraient être embauchés par Rhodia si le groupe n'utilisait pas cet argent comme une manne financière permettant d'augmenter son free cash flow, autrement dit son flux d'argent disponible.

En prenant en compte tous les financements publics, qu'ils viennent d'un gouvernement de droite ou de collectivités dirigées par la gauche, on peut estimer, comme le fait le syndicat CGT de Rhodia, que près de 50 % de la recherche du groupe est financée avec l'argent public. Et ces assistés avec des chèques à plus de six chiffres osent dire qu'ils prennent des risques!

Correspondant LO

• Fralib - Gémenos (Bouches-du-Rhône)

Les travailleurs se sont fait respecter

À Gémenos, près d'Aubagne, les travailleurs de l'usine Fralib, usine de conditionnement de sachets de thé qui fait partie de la multinationale Unilever, ont mis fin à leur grève qui a duré 58 jours.

Ils ont obtenu un certain nombre de reculs de leur direction : celle-ci doit retirer toutes les sanctions qui avaient en partie provoqué la grève, elle augmente les salaires de 30 euros (soit le double de ce qui était prévu à l'origine), elle limite les retraits de salaire pour fait de grève. Au total, et grâce à l'argent collecté auprès des travailleurs de la région, les grévistes perdront moins d'un demi-mois de salaire pour près

de neuf semaines de grève. Certes, la revendication de 200 euros pour tous n'est pas atteinte, mais à la reprise du travail mercredi 5 mai c'était la direction qui faisait grise mine.

Tout au long de la lutte, la centaine de travailleurs en grève, c'est-à-dire la quasi-totalité des ouvriers et une partie des agents de maîtrise, est restée soudée et n'a pas faibli. Les grévistes discutaient beaucoup entre eux, se réunissaient régulièrement et se renforçaient dans leur conviction qu'un groupe comme Unilever devait leur payer des salaires décents, qui représenteraient très peu en comparaison des bénéfices

mirifiques encaissés chaque année. Le salaire mensuel du PDG du groupe, 273 fois le smic, laisse imaginer ce que touchent les actionnaires au-dessus de lui.

Les grévistes se sont adressés à la population en perturbant la vente des produits Unilever, qu'ils sortaient des rayons pour les rapporter à la réserve des hypermarchés de la région. Ils ont collecté du soutien financier auprès de travailleurs d'autres entreprises, qui leur ont fait très bon accueil, comme ceux de l'usine Gemalto située dans la même zone industrielle. Ce sont 50000 euros à ce jour qui ont été recueillis, ce qui a aidé

matériellement et moralement pour tenir, de même que les provisions alimentaires apportées par les communes communistes voisines, ou par les travailleurs de l'agro-alimentaire (Coca-Cola, Panzani, Net Cacao).

Les grévistes de Fralib n'ont pas cédé aux multiples tentatives d'intimidation de leur direction, qui a été jusqu'à recruter des gardes du corps patibulaires pour permettre au directeur de l'usine de parader parmi les grévistes. Devant la détermination des grévistes, qui ne se laissaient ni diviser ni impressionner, c'est la direction nationale qui a ouvert les négociations, désavouant de

fait le directeur local, particulièrement honni pour son arrogance et son agressivité. Une semaine avant la reprise, à l'occasion d'une manifestation devant le siège parisien d'Unilever France, il y a eu des arrêts de travail dans différentes usines du groupe, ce qui a contribué à convaincre la direction qu'il lui fallait trouver rapidement une issue au conflit.

Les grévistes ont tenu tête à un patron particulièrement arrogant et provocateur, ainsi qu'à une multinationale riche à milliards. Et ils sortent renforcés de leur lutte.

Correspondant LO

• Glaxo - Évreux

Les salariés toujours pas résignés

Le 14 avril dernier, le groupe pharmaceutique GlaxoSmithKline (GSK) annonçait un plan de licenciements touchant GSK de la rue Lavoisier, à Évreux. D'une part, une quarantaine de postes seraient supprimés en comptabilité et en informatique. D'autre part, le Centre d'importation et de distribution (CID) situé à Évreux, zone du Long-Buisson, fermerait à la fin de l'année 2010. Ce secteur, plate-forme de préparation et d'expédition des commandes, où travaillent près de 149 salariés, n'avait pas été touché par le plan de l'an dernier et n'avait pas fait grève.

Vingt-huit salariés, victimes du plan précédent, y avaient même été mutés : sept mois après les avoir soi-disant recasés, Glaxo leur annonce un deuxième licenciement ! Les intérimaires ayant été précédemment remerciés, il s'agissait de licenciements, programmés jusqu'en 2012 et touchant près de la moitié de l'effectif.

C'est il y a un peu plus d'un an, le 8 février 2009, que le groupe avait annoncé un plan de près de 800 suppressions d'emplois sur le site rue Lavoisier d'Évreux.

Le 18 mars 2009, suite à une grève spontanée, la direction lâchait une prime de « performance » de 5 000 euros net pour tous les salariés du site, indépendamment des éventuels licenciements. Mais pour les travailleurs, ce « trésor de guerre » ne valait pas acceptation des projets de la direction. Et dès

le mois suivant, pendant que les syndicalistes négociaient au siège de GSK à Marly-le-Roi (en région parisienne), les travailleurs engageaient une nouvelle grève pour l'amélioration des indemnités de licenciement.

La direction ayant peaufiné son plan antisocial, les salariés du site furent reçus individuellement. Chacun était invité à entendre le sort qui lui était réservé par la hiérarchie : licenciement prochain, ou en 2010, ou en 2011, ou bien maintien dans l'emploi... jusqu'au prochain plan.

Mais dès l'été, avec les commandes du médicament Relenza destiné à combattre la grippe H1N1, la direction embauchait des intérimaires, reportait certains licenciements, voire faisait revenir des licenciés, avec des conditions revues à la baisse, bien entendu. Dans l'usine, l'écoeurement se mêlait à la colère. De nombreux salariés, touchés ou non par le plan, quittaient l'entreprise.

On comprend donc pourquoi, dès le lendemain de l'annonce de ce deuxième plan de licenciements le 14 avril, l'ensemble du CID (sauf les intérimaires) se mettait en grève. Au bout de trois jours de grève ils obtenaient :

- 5 000 euros net de prime pour préjudice moral (c'est-à-dire ce qu'avaient obtenu en 2009 les salariés du site rue Lavoisier) ;

- le maintien de la prime d'équipe même si les horaires étaient changés ;



- une prime mensuelle de 200 euros net sous certaines conditions ;

- le non-prélèvement des jours de grève.

Bien sûr, ces primes ne remplacent pas un emploi. Mais le recul de la direction au bout de trois jours montre combien elle craint les réactions des salariés. Et le jeudi 22 avril c'étaient des salariés des services comptabilité et informatique qui débayaient à leur tour.

La direction cherche à diviser le personnel en attaquant successivement différents secteurs et sites. Mais les travailleurs ne sont pas décidés à baisser les bras !

Correspondant LO

La direction s'attaque à un syndicaliste

À Évreux, la direction de Glaxo (GSK) en est à son deuxième plan de licenciements depuis 2009. Et elle ne se contente pas de jeter des centaines de salariés à la rue, elle cherche à démoraliser les militants syndicaux qui se sont trouvés aux côtés des grévistes pendant les mouvements de 2009 et de 2010.

L'an dernier, pendant la grève en fabrication, elle avait tenté de faire condamner une section syndicale pour « entrave à la liberté du travail ». La justice l'avait déboutée. Cette année, à l'approche des élections professionnelles,

elle s'attaque à la même section syndicale, contestant l'appartenance d'un de ses délégués au 1^{er} collège, espérant qu'ainsi il ne puisse pas être réélu.

La direction cherche à faire un exemple. Mais de nombreux travailleurs sont conscients qu'à travers leurs représentants, tous sont attaqués. Et les manœuvres de la direction pourraient bien provoquer à nouveau la colère : à l'heure du procès au tribunal d'instance, un rassemblement accompagné d'un débrayage a eu lieu.

Correspondant LO

• Continental – Clairoux (Oise)

Les travailleurs toujours là et mobilisés



Lundi 10 mai, plus de trois cents travailleurs de l'usine Continental-Clairoux étaient présents à l'assemblée générale qui se tenait devant l'usine, fermée, elle, depuis des mois. Les présents, eux, sont toujours à l'effectif jusqu'à fin 2011, en congé de mobilité. Et il a fallu qu'ils se rendent ce jour-là à 150 au siège de la direction à Compiègne pour remettre les choses au clair avec les représentants locaux du groupe.

Depuis plusieurs semaines les travailleurs ont dû se mobiliser pour faire respecter l'accord tripartite, salariés-Continental-État, signé le 25 juin 2009, qui prévoyait l'obligation de reclassement de 80 % du personnel à 80 % du salaire. Car si des dizaines de salariés se sont reclassés eux-mêmes, la cellule chargée de ce travail n'a reclassé, en près de neuf mois, que dix salariés.

En avril, une entrevue a eu lieu avec Continental-France à la suite de la manifestation du 7 avril à Compiègne, qui a réuni 500 manifestants (sur 1 000 au total) venus de Continental

pour accompagner leurs camarades au tribunal. Continental et l'organisme chargé des reclassements acceptaient d'augmenter de façon notable les moyens pour arriver aux reclassements.

Restait le problème de l'État, qui doit toucher une enveloppe de 7,5 millions d'euros de Continental, destinée à ce qu'il appelle la « revitalisation » du secteur et qui doit, en théorie, servir à aider à la création de nouveaux emplois. L'enjeu, pour les salariés, est que ces sommes servent au reclassement effectif des salariés licenciés et ne soient pas dilapidées

en aides nouvelles au patronat.

Pendant des semaines le gouvernement a hésité sur la démarche à avoir face à la demande des salariés, puis a décidé de confier au préfet le soin d'assumer ces discussions. Ce dernier, celui qui a exercé ses talents en Guadeloupe pendant la grève générale de 2009, a fait en dernière minute une ultime manœuvre, en essayant de mettre sur pied une réunion clandestine avec certains syndicalistes, espérés plus complaisants, précédant la réunion officielle avec les représentants désignés par l'assemblée générale. Cette manœuvre a échoué. Et c'est accompagnée de plusieurs dizaines de salariés que la délégation choisie par les salariés eux-mêmes a été enfin reçue le 7 mai. Là, le préfet a fait profil bas et a accepté, du moins oralement, toutes les demandes qui lui ont été présentées. Il l'a réaffirmé devant France 3, mais

cela reste à confirmer par écrit et surtout dans les faits.

Tout cela devait être finalisé avec la réunion prévue avec Continental-France le 28 mai. Mais voilà que le matin de l'assemblée du 10 mai, au moment où le Comité de lutte devait se réunir à la cantine comme à chaque fois, les portes de celles-ci ont été fermées et interdites d'accès. C'est pourquoi, à la suite de l'assemblée de 14 heures, les travailleurs ont été s'expliquer de vive voix avec le directeur, celui qui avait déjà reçu des œufs en mars 2009, pour exiger qu'il revienne en arrière. C'est ce qu'il a fait après 45 minutes de débats rudes mais calmes.

En tous les cas les travailleurs de Clairoux, quatorze mois après l'annonce de la fermeture de l'usine, sont toujours là pour faire respecter leurs droits, et c'est cela qui compte.

Correspondant LO

• Toray – Saint-Maurice-de-Beynost (Ain)

Les maîtres-chanteurs et les élus à leur service

Mardi 4 mai, à l'usine Toray de Saint-Maurice-de-Beynost près de Lyon, a eu lieu en grande pompe l'inauguration d'un nouvel atelier. Le groupe japonais à qui appartient cette usine a investi 70 millions d'euros dans l'OPP, un atelier flambant neuf qui fabrique du film métallisé qui sert à emballer les chips, les snacks et autres aliments.

Le jour de l'inauguration, on a vu défiler une brochette d'élus, de Jean-Jacques Queyranne, président de la région Rhône-Alpes, à Gérard Collob pour le Grand-Lyon, en passant par le président du Conseil général de l'Ain, tous

venus cirer les pompes des dirigeants du groupe Toray, présents en nombre.

Christine Lagarde, la ministre de l'Économie, devait venir en personne saluer « les investisseurs qui choisissent la France ». Mais, retenue à Paris pour finaliser le plan d'austérité et les sacrifices imposés aux travailleurs grecs, elle a annulé sa visite au dernier moment.

Les élus présents sont venus justifier les millions accordés pour faciliter la nouvelle construction, en reprenant à leur compte la légende selon laquelle l'argent public aurait évité une délocalisation et sauvé 460 emplois.

Au moment de l'investissement, pour récupérer subventions et aides en tout genre, le groupe avait en effet fait un chantage, très classique, sur le prétendu coût du travail en France. Il avait fait des menaces aux travailleurs de l'usine : « Il faut remettre en cause vos droits acquis si vous voulez le nouvel atelier. » Si les travailleurs n'avaient cédé aucun de leurs droits, les élus par contre ont fait couler l'argent public à flot au travers de terrains viabilisés, de pôles de compétitivité et autres aides à la recherche. Au lieu de dénoncer ce chantage, ils s'en vantent aujourd'hui.

Pas un seul n'a daigné venir

rencontrer les travailleurs de l'usine, dont certains, avec la CGT, dénonçaient au même moment cette mascarade. Ils auraient pourtant découvert les conditions de travail qui règnent dans le nouvel atelier : 30 % de précaires, des pressions accrues pour produire toujours plus et moins de vingt embauches au total.

En tout cas cette inauguration a montré que ces élus, qui se disent tous de gauche, sont aussi obséquieux devant les grands patrons qu'ils sont indifférents au sort des travailleurs.

Correspondant LO

• Michelin Clermont-Ferrand

Des syndicalistes licenciés

Le directeur du Comité d'entreprise de Michelin à Clermont-Ferrand et les dirigeants CFDT et CGC, qui y sont majoritaires, cherchent à licencier près de la moitié du personnel qui refuse de signer un nouveau contrat de travail.

Selon ces syndicalistes, les employés du CE seraient trop payés ! Ils veulent imposer un avenant à leur contrat, ce qui changerait le mode de rémunération. Leur salaire serait alors partagé en deux parties, dont l'une ne bénéficierait pas des futures augmentations annuelles. Cela équivaldrait de fait à une baisse de leur salaire.

Les employés du CE ont dénoncé ces exigences inadmissibles et ont porté plainte au tribunal des prud'hommes, qui leur a entièrement donné raison en février 2010. Mais le directeur et le secrétaire du CE ont voulu passer outre et ont entamé en avril des procédures de licenciement contre ceux qui refusent de signer cet avenant. Les deux premiers d'entre eux ont été récemment convoqués à un entretien préalable.

Le personnel ne s'est pas laissé intimider et a réagi de multiples façons : rassemblements, grèves, occupation des bureaux des responsables, appel à la solidarité des autres travailleurs Michelin.

La presse et la télévision régionales ont relaté leur lutte, soutenue par la CGT et Sud. Du coup, les responsables du CE ont été contraints de suspendre, pour un mois, les procédures de licenciement et de rediscuter des rémunérations.

Michelin s'en lave les mains, alors qu'il est le premier responsable de cette situation. Le budget du CE a fortement diminué depuis des années, du fait de la baisse continue des effectifs dans les usines. Du coup, les gestionnaires ont choisi de diminuer les activités sociales. Michelin refuse d'augmenter sa participation, alors que des organisations syndicales revendiquent depuis longtemps qu'il mette la main à la poche.

Quand à ces syndicats gestionnaires qui vont jusqu'à s'en prendre au personnel du CE, ils se comportent comme n'importe quel patron licencier.

Correspondant LO

• Après le sommet social

27 mai:

Le monde du travail doit faire entendre sa voix

Lundi 10 mai, Sarkozy avait convié les syndicats et le patronat à s'asseoir autour d'une table avec lui à l'Élysée. C'est ce qu'il a appelé, lui et le gouvernement, un « Sommet social ». De social il n'y a eu que l'annonce de la suppression de quelques aides qui avaient été consenties l'an passé aux plus démunis, et comme sommet il n'y a eu que la platitude des annonces et des réactions des chefs syndicaux.

Pourtant, il y aurait eu de quoi claquer la porte de ce simulacre de discussion. Sarkozy a profité de l'occasion que ce gentil parterre lui donnait pour envoyer des messages clairs. Au grand patronat, il a annoncé que les caisses de l'État lui seraient encore largement ouvertes cette année. D'abord pour payer en son lieu et place toute une partie des salaires qu'il doit à ses salariés, par le biais de l'indemnisation du chômage partiel. Ce sont les plus gros qui usent et abusent

de ce moyen pour se soustraire à leurs obligations et avoir une main-d'œuvre gratuite, en n'hésitant pas à faire alterner périodes de chômage partiel et heures supplémentaires, selon leurs besoins.

Par contre, les toutes petites aides sociales accordées en 2009 à cause de l'aggravation dramatique de la crise, 2,5 milliards au total, elles, seront remises en cause: « Vous savez bien que la France ne peut s'engager seule dans cette voie (en maintenant ces aides), ce

serait désastreux pour notre compétitivité » a déclaré Sarkozy. Les centaines de milliards donnés aux banques et aux grandes entreprises, eux, ne constituent évidemment pas un problème.

« La demande des ménages continue aujourd'hui à bien résister », a ajouté Sarkozy, soulignant ainsi que, pour lui, ces derniers n'ont pas besoin d'autres aides. Vu de l'Élysée et des appartements de luxe, bien loin des quartiers ouvriers, on a facilement le sentiment que la consommation se porte bien.

Comme tout petit os à ronger donné aux syndicats, il s'est contenté de dire, parallèlement aux sacrifices qu'il se prépare à imposer sur les retraites, qu'il envisageait de

demander un « effort aux plus hauts revenus et à ceux du capital ». Et cette seule annonce sans contenu a suffi aux chefs syndicaux pour prendre acte « de cette avancée ».

Une attaque en règle contre les conditions de vie de l'ensemble du monde du travail se met en place, à tous les niveaux, emplois, salaires, droits sociaux, services publics etc. Chacun se rend compte qu'il faudra une véritable levée en masse du monde du travail, et que la colère explose, pour faire reculer le patronat, les financiers et leurs laquais politiques. Face à cette nécessité, les responsables syndicaux, qui restent d'une extrême réserve, ont appelé à une journée d'action pour le 27 mai, mais qui n'est pas dans leur

bouche l'ouverture des hostilités, mais la revendication pour de « vraies discussions ». Cela pourra aller jusqu'à des grèves et des manifestations, un peu comme le 23 mars dernier.

Au-delà de l'attitude timorée des responsables syndicaux, ce sont les réactions concrètes des travailleurs que craignent patrons et gouvernements. Et ce serait l'intérêt des travailleurs de se servir de cette journée interprofessionnelle à laquelle sont appelés tous les secteurs, privé comme public, et de faire que par centaines de milliers, partout rassemblés, les travailleurs affirment haut et fort, ce 27 mai: « Ce n'est pas à nous de payer les frais de la crise et de la folie des capitalistes et de leur système ».

Paul SOREL

• Terra Nova

Une gauche qui ne manque pas d'idées pour faire payer les retraités

Faire payer dès maintenant aux retraités eux-mêmes le déficit des caisses de retraite voilà l'idée neuve avancée par Terra Nova, une fondation qui se dit elle-même progressiste, présentée comme un laboratoire d'idées proche du Parti Socialiste, dont l'ex-Premier ministre Rocard préside le Conseil d'orientation scientifique.

Dans le rapport sur les retraites, Terra Nova critique le projet du gouvernement, mais est avec lui d'accord pour dire que, pour réduire le déficit, il

faut augmenter la durée de cotisation et s'attaquer aux dépenses sociales. Pour son président, interviewé par *Le Monde* des 9-10 mai, le départ à 60 ans ne sera bientôt plus un problème, car les moins de 40 ans ne se sentent pas concernés par une telle échéance. Et pour montrer qu'il est quand même de gauche, il dit qu'il faudrait « prendre un peu aux pensions les plus élevées pour redonner aux petites retraites » et cesser les cadeaux fiscaux accordés depuis 2002 aux plus riches. Quelle audace!

Mais la vraie nouveauté qui figure dans ce rapport est

l'affirmation que les retraités sont riches, plus riches que les actifs. Et il ne s'agit ni des PDG ni des actionnaires, mais d'un retraité moyen. « La retraite moyenne d'un homme est supérieure au salaire moyen d'un homme: 1 617 euros contre 1 613 euros », y lit-on, et le minimum vieillesse à 708 euros dépasse de 50 % le RSA à 460 euros. De plus, le rapport poursuit en disant que les retraités n'ont plus d'enfants à charge, sont à 75 % propriétaires de leur logement et ont des patrimoines doubles de ceux des actifs. « Le niveau de vie de l'ensemble des

retraités représente 106 % de celui des actifs. Et 140 % de celui des actifs de moins de 55 ans. »

Il faudrait donc mettre à contribution « à un niveau raisonnable » ces privilégiés que seraient tous les retraités. Terra Nova propose de supprimer leurs avantages indus, de leur appliquer une CSG à 7,5 %, au lieu de 6,6 %, et de leur enlever l'abattement fiscal de 10 %, qui est censé couvrir les frais professionnels. Tant qu'elle y est, Terra Nova propose d'instituer une CRDS spéciale retraite provisoire, « avec un point de plus sur dix ans ». Tout cela par « souci de

solidarité intergénérationnelle »!

Ce qui juge ces gens qui se prétendent de gauche, c'est qu'ils s'appuient sur le montant scandaleusement bas de 460 euros que touchent les titulaires du RSA, pour prouver l'aisance des titulaires du minimum vieillesse à 708 euros!

Ces gens-là sont candidats pour prodiguer leurs conseils à un Parti Socialiste qui reviendrait au gouvernement? Voilà qui donne un indice sur la politique que mènerait alors celui-ci!

Vincent GELAS

• Centre Pompidou de Metz

Les de Wendel: de la sidérurgie à la finance... vers le musée ?

Le nouveau Centre Pompidou de Metz vient d'ouvrir ses portes après plusieurs années de travaux. Il accueillera des collections du Centre Pompidou de Paris.

Son plus gros mécène n'est autre que le groupe Wendel. Un groupe bien connu en Lorraine, où il a fait sa fortune et a été le fossoyeur des dizaines de milliers d'emplois dans la sidérurgie. Après s'être dégagé de la sidérurgie – où maintenant ce sont les Mittal qui font fortune – les héritiers de Wendel ont lancé une société

d'investissement – Wendel – qui a un chiffre d'affaires de 4,9 milliards d'euros et des participations dans Bureau Veritas, Legrand, Saint-Gobain, Orange-Nassau, etc.

Mais, explique la main sur le cœur le président du directoire, « la Lorraine est restée dans le cœur de la société Wendel. » On ne sait si c'est dans le cœur ou un peu au-dessus, dans le portefeuille, le mécénat étant une bonne affaire pour les entreprises d'un point de vue fiscal. Toujours est-il qu'il serait question qu'Ernest-Antoine

Seillière, un des héritiers de Wendel et président du Medef de 1997 à 2005, devienne le président des Amis de Pompidou, l'association chargée du mécénat pour le Centre Pompidou de Metz.

Mais que les de Wendel veuillent leur place au musée n'est finalement pas une si mauvaise chose: c'est bien la seule que méritent ces grandes familles bourgeoises et le système économique qu'elles défendent et dont elles profitent.

Étienne HOURDIN

• Grenoble

Des conditions d'accueil indignes pour les demandeurs d'asile

Judi 29 avril, un certain nombre d'associations ont planté un camp de tentes à deux pas de l'Office français de l'immigration, à Grenoble, pour protester contre le fait que de nombreux demandeurs d'asile sur l'agglomération ne bénéficient d'aucun hébergement. Actuellement des dizaines de personnes, y compris des familles avec des enfants en bas âge, dorment où elles peuvent, à la gare ou dans des squares, et

survivent grâce aux organismes caritatifs.

Les centres d'accueil sont tous complets, car il manque des centaines de places rien que sur le département. La préfecture, dont c'est pourtant le rôle de trouver des hébergements, ne débloque aucun financement.

Les associations protestent justement contre les conditions indignes faites à ces personnes venues se réfugier en France.